

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1015

29 avril 2013

SOMMAIRE

Alcantra S.à r.l.	48719	Intelsat S.A.	48690
Alena Invest	48679	I.S.T. Internationale Spedition und Trans- port S.A. SPF	48691
Aquila Sachwert-Basisfonds I (Wald) S.A.	48693	Jardilux S.A. - SPF	48676
Brave Corporate S.à r.l.	48692	Jay-Jay S.A.	48677
Caliope International Investment S.A. ...	48678	L.T.T. Holding S.A.	48674
COBRA Automotive Technologies S.A.	48720	Luxallim S.A.	48692
Codecis International S.A.	48689	MALIFO S.A., société de gestion de patri- moine familial (SPF)	48675
DekaLux-GlobalValue	48690	Merlaux S.A.	48687
Deutsche Finanz A.G.	48685	M&G UK Residential Property Fund FCP- FIS	48691
Dexia Patrimonial	48681	MHQ Solutions S.à r.l.	48696
Dionysos Art Fund S.A., SICAV-SIF	48720	Northland Resources S.A.	48688
Diversified Dynamic Strategies	48720	Novo S.A.	48691
Endherma S.A., SPF	48694	Pestana Luxembourg	48720
Estates Management S.A.	48680	Quairos S.A.	48690
Euripides S.A.	48676	Real Estate Development S.A.	48689
Finance Organizations S.A.	48675	Samsonite International S.A.	48685
Financière de Saint Jacques S.A.	48693	Selmira S.A.	48693
Finasset S.A.	48677	SIPE, Société de Participations Financières	48688
Finimmo Holding SA	48679	Sogeho International S.A.	48677
FIT Fund	48676	SOLIDUS Invest S.A.	48692
Foca Investments S.A.	48690	Technorizon S.A.	48674
Foncière de la Pétrusse	48675	Transcom WorldWide S.A.	48681
Gemea S.A.	48678	T.T.V. Finances S.A.	48674
Global Invest Corp	48716	Urcia S.A.	48678
HPWM Funds	48680	von der Heydt Invest S.A.	48695
IDI Emerging Markets SA	48710	WestSelect	48691
Imeris S.A. - SPF	48679		
Insitor Impact	48698		
Insitor Impact Fund S.C.A. SICAV-SIF ...	48701		

T.T.V. Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 118.123.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires, qui se tiendra extraordinairement le vendredi 17 mai 2013 à 10.00 heures, à L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de Monsieur Francesco Abbruzzese de son mandat d'administrateur avec effet au 21 septembre 2012.
2. Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapport du Commissaire aux comptes concernant l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012; affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
5. Distribution de dividende.
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013048292/5710/19.

L.T.T. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 67.920.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra le 17 mai 2013 à 15 heures dans les bureaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31/12/2012;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053733/322/18.

Technorizon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 153.502.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 17 mai 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion de l'administrateur unique et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053804/506/17.

MALIFO S.A., société de gestion de patrimoine familial (SPF), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 12.965.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme MALIFO S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 15 mai 2013 à 11.30 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.03.2013.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053748/750/16.

Foncière de la Pétrusse, Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 96.298.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu de façon exceptionnelle le 15 mai 2013 à 11h00 au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation et approbation du report de la date des Assemblées Générales Ordinaires ayant pour objet d'approuver les comptes annuels des exercices clôturés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.
2. Présentation et approbation des rapports de contrôle du Commissaire relatifs aux exercices clôturés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.
3. Approbation des bilans arrêtés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010 et des comptes de profits et pertes y relatifs; affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant les exercices clôturés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.
5. Divers.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteurs cinq jours francs au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire au siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013051027/23.

Finance Organizations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 14.354.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 15 mai 2013 à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049567/696/15.

Jardilux S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.857.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme JARDILUX S.A.-SPF sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 15 mai 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053746/750/16.

Euripides S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 103.044.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2013 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045862/10/19.

FIT Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 22.648.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de FIT FUND se tiendra le mardi 21 mai 2013 à 10 heures au siège de la société, 50 rue Basse à Steinsel avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012; affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Perspectives de développement.
6. Divers.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

Référence de publication: 2013051026/1593/19.

Finasset S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 128.961.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21 mai 2013 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2012 et affectation du résultat;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013051030/16.

Jay-Jay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 159.640.

Les actionnaires de la société sont invités à participer à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui se tiendra au 11, rue du Brill, L-3898 Foetz le 06 mai 2013 à 10.00 heures.

L'Assemblée aura les points suivants à l'ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Lecture des comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
2. Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration relatif à l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
3. Lecture du rapport du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
4. Approbation des comptes annuels pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2011,
6. Divers.

Les résolutions de l'ordre du jour proposées ayant le caractère de décisions ordinaires, seront prises d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Les actionnaires de la Société ne pouvant pas assister personnellement à l'Assemblée pourront se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire de leur choix présentant à l'Assemblée une procuration valable et régulière.

Référence de publication: 2013050311/23.

Sogeho International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 69.904.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui aura lieu le 22 mai 2013 à 10 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des Comptes annuels au 31 décembre 2011.
2. Approbation des Comptes annuels au 31 décembre 2012.
3. Démissions, Election et Modification du Conseil d'Administration.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013052345/15.

Gemea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.202.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044753/10/19.

Urca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 113.203.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045357/10/19.

Caliope International Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 44.122.

Messieurs les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 10 mai 2013 à 15.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion et rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 30 juin 2012.
2. Approbation des bilan, compte de profits et pertes et affectation du résultat au 30 juin 2012.
3. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013047068/279/16.

Imeris S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 72.970.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme IMERIS S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 15 mai 2013 à 12.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053745/750/15.

Finimmo Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 97.691.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu extraordinairement le 10 mai 2013 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de Madame Séverine Desnos du conseil d'administration.
2. Nomination de Monsieur Frédéric Depireux au conseil d'administration
3. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045860/14.

Alena Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 75.860.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE

qui aura lieu le 17 mai 2013 à 11h00, au Siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation et approbation du rapport du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2012.
3. Présentation et approbation des Bilan et Comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 2012.
4. Décharge complète aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2012.
5. Affectation des résultats.
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs au moins avant la date de l'Assemblée, au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale sont priés de faire connaître à la société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Afin de permettre à CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), en sa capacité d'agent de transfert et agent domiciliataire de la Société, d'assurer le lien entre les procurations reçues et le registre des actionnaires de la Société, les actionnaires

participant à l'Assemblée par le biais d'une procuration sont priés de renvoyer cette dernière accompagnée d'une photocopie de leur carte d'identité / passeport en cours de validité, ou de la liste des signatures autorisées, si l'actionnaire agit pour le compte d'une compagnie.

Le non respect de cette condition rendra impossible l'identification de l'actionnaire, CACEIS BL étant instruit par le Conseil d'Administration de la Société de ne pas prendre en considération ces procurations.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013053742/755/35.

Estates Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 133.012.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu extraordinairement le *10 mai 2013* à 11.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de Madame Séverine Desnos du conseil d'administration.
2. Nomination de Monsieur Frédéric Depireux au conseil d'administration
3. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045867/14.

HPWM Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 162.804.

The board of directors herewith invites the shareholders, in accordance with article 24 of the Company's articles of association (the "Articles") to the

ANNUAL ORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to take place on *15 May 2013* at 10.00 a.m. at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Capitalised terms not defined herein have the meaning assigned to them in the Prospectus of the Company.

The agenda is as follows:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and the Auditor on the financial statements for the financial year as per 31 December 2012.
2. Approval of the balance sheet as per 31 December 2012 and the profit and loss statement.
3. Discharge of the members of the Board of Directors for the financial year that elapsed.
4. Remuneration for the Members of the Board of Directors.
5. Re-election of the Board of Directors.
6. Re-election of the Auditor.
7. Miscellaneous.

In order to attend the Ordinary General Meeting and for the proper execution of the voting rights, the shareholders will have to deposit their shares at least five (5) days before the meeting. Only those who have submitted written notice of the deposit to the company are admitted to attend the meeting. Each shareholder may be represented by a person who is duly authorized by proxy.

If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed to the Company to the attention of the Fund Set-Up Department, Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Fax: 00352.22.15.22-500, prior to 11 May 2013. Proxy forms can be obtained from the registered office of the Company.

Luxembourg, April 2013.

Board of Directors .

Référence de publication: 2013053744/1999/30.

Dexia Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 46.235.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA PATRIMONIAL aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 15 mai 2013 à 12 heures 30.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2012
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 13 mai 2013 auprès de DEXIA PATRIMONIAL, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013053743/755/28.

Transcom WorldWide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 59.528.

Convening notice is hereby given to the shareholders of Transcom to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Transcom's shareholders (the "AGM") that will be held on 29 May 2013 at 10:00 a.m. CET at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Election of the Bureau of the AGM.
2. Presentation of the reports of the board of directors of Transcom and of the external auditor of Transcom on (i) the annual accounts of Transcom for the financial year ended 31 December 2012 and (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2012 and acknowledgment of such reports.
3. Approval of the annual accounts and the consolidated accounts for the financial year ended 31 December 2012.
4. Allocation of the results as of 31 December 2012.
5. Discharge of the liability of the members of the board of directors of Transcom for, and in connection with, the financial year ended 31 December 2012.
6. Election of the members of the board of directors of Transcom.
7. Election of the external auditor of Transcom.
8. Determination of the directors' fees.
9. Approval of the procedure for the Nomination Committee of Transcom.
10. Approval of Guidelines on remuneration for Senior Executives.
11. Approval of a long term incentive plan for executive management of Transcom for 2013 (the "LTIP 2013").

INFORMATION

ELECTION OF THE BUREAU OF THE AGM (AGM item 1)

The Nomination Committee proposes that the Chairman of the board of directors delegates the duty to preside as Chairman over the AGM to Jean-Michel Schmit, lawyer, partner of NautaDutilh Avocats Luxembourg, with the power

of sub-delegation to any other lawyer of NautaDutilh Avocats Luxembourg, should Jean-Michel Schmit not be able to attend the AGM.

It is further proposed to the AGM that the Chairman of the AGM be empowered to elect the secretary and the scrutineer, forming the Bureau of the AGM together with the chairman, amongst the persons present at the meeting.

ALLOCATION OF THE RESULTS AS OF 31 DECEMBER 2012 (AGM item 4)

The board of directors acknowledges that the profit and loss account for the period starting 1 January 2012 and ending 31 December 2012 shows a loss of EUR 124,410,000.

The board of directors proposes to the AGM to approve the allocation of the above mentioned loss for the period starting 1 January 2012 and ending 31 December 2012 to the loss carried forward account.

ELECTION OF THE MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS OF TRANSCOM (AGM item 6)

The Nomination Committee proposes that the AGM approves the re-election of Mrs. Laurie Bowen, Mr. Henning Boysen, Mr. Stefan Charette, Mr. Alexander Izosimov, Mr. Dermot Jenkinson, Mr. Mikael Larsson, and Mr. Roel Louwhoff as directors of Transcom, all such directors to be elected for a term ending at the annual general meeting to be held in 2014 (the "2014 AGM"). The Nomination Committee proposes that the board of directors of Transcom re-elects Mr. Henning Boysen to be Chairman of the board of directors of Transcom at a board meeting following the AGM.

Furthermore, it is proposed that the board of directors of Transcom at the board meeting following the AGM appoints an Audit Committee and a Remuneration Committee within the board of directors.

The Nomination Committee's motivated opinion regarding proposal of the board of directors is available at Transcom's website, www.transcom.com.

ELECTION OF THE EXTERNAL AUDITOR OF TRANSCOM (AGM item 7)

The Nomination Committee proposes to the AGM that Ernst & Young S.A., Luxembourg, be re-elected as external auditor for a term ending at the 2014 AGM. The remuneration of the auditor shall be paid in accordance with approved invoices.

DETERMINATION OF THE DIRECTORS' FEES (AGM item 8)

The Nomination Committee proposes that the AGM resolves that the fees for the members of the board of directors of Transcom will be unchanged, except for the effect of a proposal to have an additional member of the Remuneration Committee. The Nomination Committee proposes that EUR 90,000 is allocated to the Chairman of the board of directors, EUR 40,000 for each of the other directors of Transcom and a total of EUR 39,000 for the work in the committees of the board of directors. The Nomination Committee proposes that for work within the Audit Committee EUR 15,000 shall be allocated to the Chairman and EUR 6,000 to each of the other two members. For work within the Remuneration Committee EUR 4,500 should be allocated to the Chairman and EUR 2,500 to each of the other three members. This will result in a total remuneration to the directors of the board of directors of EUR 369,000 for the period ending at the 2014 AGM.

APPROVAL OF THE PROCEDURE FOR THE NOMINATION COMMITTEE (AGM item 9)

The Nomination Committee proposes that the AGM approves the following procedure for preparation of the election of the board of directors and auditor of Transcom.

The work of preparing proposals to the 2014 AGM regarding the directors of the board and auditor, and their remuneration, as well as the proposal on the Chairman of the 2014 AGM and the procedure for the Nomination Committee shall be performed by a Nomination Committee.

The Nomination Committee will be formed during October 2013 in consultation with the largest shareholders of Transcom as per 30 September 2013. The Nomination Committee will consist of at least three members appointed by the largest shareholders of Transcom. A representative of the largest shareholder at the time of the announcement will be a member of the Committee and will also act as its convenor. The members of the Nomination Committee will appoint the Nomination Committee Chairman at their first meeting.

The Nomination Committee is appointed for a term of office commencing at the time of the announcement of the interim report for the period January - September 2013 and ending when a new Nomination Committee is formed. If a member resigns during the term of the Nomination Committee, the Nomination Committee can choose to appoint a new member. The shareholder that appointed the resigning member shall be asked to appoint a new member, provided that the shareholder still is one of the largest shareholders of Transcom. If that shareholder declines participation on the Nomination Committee, the Nomination Committee can choose to ask the next largest qualified shareholder to participate. If a large qualified shareholder reduces its ownership, the Nomination Committee can choose to appoint the next largest shareholder to join. In all cases, the Nomination Committee reserves the right to reduce its membership as long as the number of members remains at least three.

The Nomination Committee shall have the right to upon request receive personnel resources such as secretarial services from Transcom, and to charge Transcom with costs for recruitment consultants and related travel if deemed necessary.

APPROVAL OF GUIDELINES ON REMUNERATION FOR SENIOR EXECUTIVES (AGM item 10)

Upon recommendation of the Remuneration Committee, the board of directors of Transcom proposes to the AGM to approve the following guidelines on remuneration for senior executives of Transcom.

These guidelines apply on remuneration for senior executives within the group which currently include nine members of the executive management of Transcom ("Executive Managers"), as well as members of the board of directors to the extent they are remunerated outside their directorship.

The total amount of remuneration granted directly or indirectly by Transcom to the Executive Managers is fully described in the Notes to the consolidated financial statements of Transcom, as disclosed in its Annual Report for 2012 which is available at Transcom's website, www.transcom.com.

The remuneration to the Executive Managers shall consist of fixed salary, variable salary as well as the possibility to participate in long-term incentive programmes. These components shall create a well-balanced remuneration which reflects individual performance and which offers a competitive remuneration package adjusted to conditions on the market.

The fixed salary and the bonus percentage may vary amongst Executive Managers according to their level of responsibility or seniority.

The level of variable salary shall be in accordance with market practice and shall depend on the level of responsibility and seniority and shall be calculated according to a combination of results achieved and individual performances.

Other benefits shall only constitute of a limited amount in relation to the total remuneration and shall correspond to the local practice.

In the event of notice of termination of employment being served by Transcom, there is entitlement to salary during such notice period according to law governing the respective employment relationship.

The Executive Managers shall be entitled to pension commitments based on those that are customary in the country in which they are employed. Pension commitments will be secured through premiums paid to insurance companies.

Members of the board of directors, elected at shareholders' meetings, may in certain cases receive a fee for services performed within their respective areas of expertise, outside of their duties on the board of directors. Compensation for these services shall be paid at market terms and be approved by the board of directors.

In special circumstances, the board of directors may deviate from the above guidelines. In such case, the board of directors is obligated to give account for the reason for the deviation on the following annual general meeting of shareholders.

The board of directors' view is that the remuneration to the CEO and the other members in the executive management strikes an appropriate balance between motivating the members of the executive management and achieving a well-balanced competitive compensation that aligns the members' incentives with the interests of Transcom and the shareholders.

APPROVAL OF THE LTIP 2013 (AGM item 11)

Upon recommendation of the Remuneration Committee, the board of directors of Transcom proposes that the AGM approves the LTIP 2013 in the terms as further detailed in the full proposal of the board of directors which is available and may be downloaded on Transcom website, www.transcom.com.

The LTIP 2013 is proposed to include the nine members of the executive management of Transcom (the "Executives"). In order to participate, the Executives are inter alia required to invest a percentage of their base salary in shares in Transcom. The participants will, free of charge, be granted share rights which may entitle to shares in Transcom, depending on Transcom's TSR (total shareholder return) performance, accumulated normalized EBIT, average normalized EBIT margin, and average normalized seat utilization ratio over a three year measurement period, provided however that entitlement to shares based on fulfilment of the EBIT related conditions may also accrue on a year-for-year basis. Whilst these financial and operational conditions will be measured based on the performance of the entire Transcom Group for the CEO and CFO, Transcom's performance in the segment Credit Management Services (CMS) shall be disregarded for all other participants under the LTIP 2013. Entitlement to shares will further be conditional upon the participant remaining employed by Transcom and that all his/her investment shares are retained during the period.

The proposed LTIP 2013 has a similar structure, although slightly revised, as the incentive plan that was adopted at Transcom's Annual General Meeting 2012.

As a result of the LTIP 2013, a maximum of 15,500,000 shares may be allotted, representing 1.2 per cent of the total number of shares and votes currently outstanding in Transcom. The maximum cost as defined in IFRS 2 is approximately SEK 12.1 million (EUR 1.45 million). The maximum social security cost is approximately SEK 7.7 million (EUR 0.92 million).

QUORUM AND MAJORITY

As of the date of this convening notice, the share capital of Transcom is represented by 1,245,532,733 shares, composed of 622,767,823 Class A voting shares, 622,764,910 Class B non-voting shares. Transcom holds 7,693 treasury Class A non-voting shares represented by Class A SDRs and 88,835 treasury class B non-voting shares represented by Class B SDRs.

Each Class A voting share is entitled to one vote. Considering the items on the agenda of the AGM and in accordance with the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law"), the Class B non-voting shares

do not have any voting right. The voting rights attached to the treasury shares are suspended in accordance with the 1915 Law.

Therefore, there is a total number of voting rights of 622,760,130. The resolutions will be validly adopted at a simple majority of the votes cast of the Class A shareholders.

OTHER INFORMATION

1. Right to propose new items to the agenda and to file draft resolutions

One or several shareholders or holders of Swedish Depository Receipts ("SDRs") representing, individually or collectively, at least 5 per cent of the share capital of Transcom may require that some additional items be put on the agenda of the AGM and propose draft resolutions with regards to items included or to be included in the agenda of the AGM.

These rights shall be exercised in writing and shall be submitted to Transcom by mail at the following address: Transcom WorldWide S.A., 45, rue des Scillas, L-2529 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, or by e-mail at the following address: agm@transcom.com, no later than 7 May 2013 and the revised agenda will be published by Transcom, at the latest on 14 May 2013.

The shareholders or holders of SDRs who send a request to Transcom to add an item to the agenda must send together with their request a justification thereof or a draft of the resolution to be adopted at the AGM. They must indicate the mail or e-mail address where the acknowledgment of receipt of their request may be sent to by Transcom within forty-eight (48) hours upon receipt of their request.

2. Right to have access to the documents and information related to the AGM

The following documents and information related to the AGM are available to the shareholders and the holders of SDRs at the above mentioned address of Transcom and on the Transcom's website, www.transcom.com:

- this convening notice;
- the notification form to attend at the AGM;
- the proxy form for direct shareholders and holders of SDRs;
- the draft resolutions of the AGM;
- the 2012 annual financial report of Transcom including (i) the annual accounts for the financial year ended 31 December 2012 and the management report as well as the auditor report related thereto, (ii) the consolidated annual accounts for the financial year ended 31 December 2012 and the board of directors' report as well as the auditor's report related thereto, (iii) the list of board members and auditor(s) and (iv) the list of sovereign debt, shares, bonds and other company securities making up the portfolio of Transcom;
- the Nomination Committee's motivated opinion explaining its proposals regarding the board of directors of Transcom; and
- the full proposal of the board of directors for the LTIP 2013.

The shareholders and holders of SDRs may also receive a copy of the above mentioned documents by sending a request by mail at the above mentioned address of Transcom, or by e-mail at the above mentioned e-mail address of Transcom.

3. Right to participate at the AGM in person or represented by way of a power of attorney

3.1. Direct Shareholders

Participation at the AGM is reserved to shareholders who are duly registered as holder of shares in the share register of Transcom as of 15 May 2013 (the "Record Date") and file their intention to attend the AGM by mail to the above mentioned address or e-mail address of Transcom, so that it shall be received no later than on the Record Date (inclusive). The form of notification of attendance may be downloaded on Transcom website, www.transcom.com, or may be requested to Transcom at the address mail or e-mail mentioned above free of charge.

Shareholders may be represented at the AGM by signing and sending by mail or e-mail (with the original to follow by post) to the above mentioned address of Transcom a duly completed and signed power of attorney so that it shall be received by Transcom no later than on 24 May 2013 at 5.00 pm CET. Powers of attorney forms for the AGM are available at the same address and on Transcom's website, www.transcom.com.

3.2. Holders of SDRs

Participation at the AGM is reserved to holders of SDRs who are duly registered as holder of SDRs in the records maintained by Euroclear Sweden AB as of the Record Date and notify their intention to attend the AGM to Skandinaviska Enskilda Banken AB (publ) ("SEB") at the following address: SEB, Issuer Agent Department, R B6, SE - 106 40 Stockholm, Sweden, by email to: issuedepartment5@seb.se or by fax to: fax number +46 8 763 6250 so that the notification shall be received by SEB no later than on the Record Date (inclusive). The form of notification of attendance may be downloaded on Transcom website, www.transcom.com, or may be requested to Transcom at the address mail or e-mail mentioned above free of charge, or may be requested to SEB at the mail address or e-mail address mentioned above.

Those holders of SDRs having registered their SDRs in the name of a nominee must temporarily re-register the SDRs in their own name in the records maintained by Euroclear Sweden AB in order to exercise their shareholders' rights at the AGM. SDR holders wishing to re-register must inform their nominee well in advance of the Record Date so that they appear on the records maintained by Euroclear Sweden AB on the Record Date. Please note that holders of SDRs who

have not re-registered their SDRs with Euroclear Sweden AB effective on the Record Date will not be eligible to participate in the AGM.

Holders of SDRs, wishing to be represented at the AGM by an attorney-at-fact, must send a duly completed, dated and signed power of attorney, whereby the holders of SDRs authorises the Chairman of the AGM or another designated person to represent him/her/it at the AGM, to SEB at the address above mentioned (by post or by e-mail with the original to follow by post), so that it shall be received no later than on 24 May 2013 at 4.00 pm CET. The form of the power of attorney may be obtained by sending a request to SEB at the address mail or e-mail mentioned above, or may be downloaded on Transcom's website, www.transcom.com.

Only the persons that are shareholders or holders of SDRs on the Record Date and who comply with the above procedure may participate and vote at the AGM. Notwithstanding the above rules, the Bureau of the AGM shall have the discretionary power to accept a power of attorney received after the above mentioned deadlines to be accounted for the votes cast at the AGM.

Please note that conversions from shares into SDRs and vice versa will not be permitted from 10 May 2013 up to and including 15 May 2013.

Luxembourg, on 26 April 2013.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2013053730/5267/215.

Deutsche Finanz A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 108.028.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu extraordinairement le *10 mai 2013* à 12.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de Madame Séverine Desnos du conseil d'administration.
2. Nomination de Monsieur Frédéric Depireux au conseil d'administration
3. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045868/14.

Samsonite International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.469.

Notice is hereby given that an

ANNUAL GENERAL MEETING

(the "Annual General Meeting") of Samsonite International S.A. (the "Company") will be held at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg and by video conference at Level 33, 9 Queen's Road, Central, Hong Kong on Thursday, *June 6, 2013* at 10:00 a.m. (CET)/4:00 p.m. (Hong Kong time) for the purposes of considering and, if thought fit, passing (with or without amendments) the following resolutions:

ORDINARY RESOLUTIONS:

To consider and, if thought fit, pass with or without amendments, the following resolutions as ordinary resolutions:

1. To receive and adopt the audited statutory accounts and audited consolidated financial statements of the Company and the reports of the directors of the Company (the "Directors") and auditors for the year ended December 31, 2012.
2. To approve the allocation of the results of the Company for the year ended December 31, 2012.
3. To declare a cash distribution to the shareholders of the Company in an amount of thirty-seven million five hundred thousand two hundred and one United States dollars and sixteen cents (US\$37,500,201.16) out of the Company's distributable ad hoc reserve.
4. To re-elect the following retiring Directors for a period of three years:
 - (i) Mr. Timothy Charles Parker;
 - (ii) Mr. Bruce Hardy McLain;
 - (iii) Mr. Paul Kenneth Etchells; and

To re-elect the following retiring Directors for a period of one year:

 - (iv) Mr. Kyle Francis Gendreau; and
 - (v) Ms. Ying Yeh.

5. To renew the mandate granted to KPMG Luxembourg S.à r.l. to act as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for the year ending December 31, 2013.
6. To re-appoint KPMG LLP as the external auditor of the Company to hold office from the conclusion of the Annual General Meeting until the next annual general meeting of the Company.
7. "THAT:
 - (a) subject to paragraph 7(c) below, a general mandate be and is hereby generally and unconditionally given to the Directors of the Company during the Applicable Period (as defined below) to allot, issue and deal with additional shares in the capital of the Company ("Shares") or securities convertible into Shares or options, warrants or similar rights to subscribe for Shares or such convertible securities and to make or grant offers, agreements and options which would or might require the exercise of such powers;
 - (b) the mandate in paragraph 7(a) above shall authorize the Directors of the Company to make or grant offers, agreements and options during the Applicable Period which would or might require the exercise of such powers after the end of the Applicable Period;
 - (c) the aggregate nominal amount of share capital allotted or agreed conditionally or unconditionally to be allotted by the Directors pursuant to the mandate in paragraph 7(a) above, otherwise than pursuant to:
 - (i) a Rights Issue (as defined below); or
 - (ii) the exercise of any options under the share award scheme of the Company or any other option scheme or similar arrangements for the time being adopted for the grant or issue to the Directors, officers and/or employees of the Company and/or any of its subsidiaries of shares or rights to acquire shares of the Company; or
 - (iii) any scrip dividend scheme or similar arrangement providing for the allotment of shares in lieu of the whole or part of a dividend on shares of the Company in accordance with the articles of incorporation of the Company; or
 - (iv) a specific authority granted by the shareholders of the Company in general meeting, shall not exceed 10 per cent. of the aggregate nominal amount of the issued share capital of the Company on the date of the passing of this resolution and the said mandate shall be limited accordingly; and
 - (d) for the purposes of this resolution:

"Applicable Period" means the period from the passing of this resolution until whichever is the earliest of:

 - (i) the conclusion of the next annual general meeting of the Company;
 - (ii) the expiration of the period within which the next annual general meeting of the Company is required by the articles of incorporation of the Company or any applicable laws to be held; and
 - (iii) the date on which the authority set out in this resolution is revoked or varied by an ordinary resolution of the shareholders of the Company in general meeting."

"Rights Issue" means an offer of shares open for a period fixed by the Directors to holders of shares of the Company or any class thereof on the register on a fixed record date in proportion to their then holdings of such shares or class thereof (subject to such exclusions or other arrangements as the Directors may deem necessary or expedient in relation to fractional entitlements or having regard to any restrictions or obligations under the laws of any relevant jurisdiction or the requirements of any recognized regulatory body or any stock exchange)."
8. "THAT:
 - (a) subject to paragraph 8(b) below, a general mandate be and is hereby generally and unconditionally given to the Directors of the Company to exercise during the Applicable Period (as defined in paragraph 7(d) above) all the powers of the Company to purchase its shares in accordance with all applicable law, rules and regulations; and
 - (i) the total nominal amount of shares of the Company to be purchased pursuant to the mandate in paragraph 8(a) above shall not exceed 10 per cent. of the aggregate nominal amount of the issued share capital of the Company as at the date of passing of this resolution and (ii) the price at which any shares of the Company
 - (b) may be purchased shall be within the range of HK\$10 and HK\$30 per share and shall not be higher by five per cent. or more than the average closing market price of the shares on The Stock Exchange of Hong Kong Limited for the five trading days preceding the date of purchase of any such shares by the Company, and the said mandate shall be limited accordingly."
9. "THAT conditional upon the passing of resolutions set out in paragraphs 7 and 8 above, the general mandate referred to in the resolution set out in paragraph 7 above be and is hereby extended by the addition to the aggregate nominal amount of shares which may be allotted and issued or agreed conditionally or unconditionally to be allotted and issued by the Directors pursuant to such general mandate of an amount representing the aggregate nominal amount of shares purchased by the Company pursuant to the mandate referred to in resolution set out in paragraph 8 above, provided that such amount shall not exceed 10 per cent. of the aggregate nominal amount of the share capital of the Company in issue on the date of the passing of this resolution."

SPECIAL RESOLUTIONS

To consider and, if thought fit, pass with or without amendments, the following resolutions as special resolutions:

10. To approve the discharge granted to the Directors and the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for the exercise of their respective mandates during the year ended December 31, 2012.
11. To approve the remuneration to be granted to certain Directors of the Company.
12. To approve the remuneration to be granted to KPMG Luxembourg S.à r.l. as the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company.

By Order of the Board

SAMSONITE INTERNATIONAL S.A.

Timothy Charles Parker

Chairman

Notes:

1. All resolutions at the Annual General meeting will be taken by poll pursuant to the Rules Governing the Listing of Securities on The Stock Exchange of Hong Kong Limited (the "Listing Rules") and the results of the poll will be published on the websites of Hong Kong Exchanges and Clearing Limited and the Company in accordance with the Listing Rules.

2. Any shareholder of the Company entitled to attend and vote at the above meeting is entitled to appoint a proxy to attend and vote instead of him. A proxy need not be a shareholder of the Company. If more than one proxy is so appointed, the appointment shall specify the number and class of shares in respect of which each such proxy is so appointed.

3. Any shareholder of the Company whose ownership is either recorded through the Central Clearing and Settlement System (CCASS) or maintained with a licensed securities dealer (i.e. not directly recorded in his own name in the Register of Members of the Company) shall only be entitled to vote by providing its instructions to vote to HKSCC Nominees Limited either directly as a CCASS Participant or through its licensed securities dealer and the relevant financial intermediaries. In order to attend and vote at the meeting, any such shareholder shall be appointed by HKSCC Nominees Limited as its proxy to attend and vote instead of him.

4. In order to be valid, the form of proxy must be deposited at the Company's branch Share Registrar in Hong Kong, Computershare Hong Kong Investor Services Limited, at 17M Floor, Hopewell Centre, 183 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong or to the Company's registered office at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg not less than 48 hours before the time appointed for the holding of the meeting or any adjournment thereof. Delivery of the form of proxy shall not preclude a shareholder of the Company from attending and voting in person at the meeting and, in such event, the instrument appointing a proxy shall be deemed to be revoked.

5. For determining the entitlement to attend and vote at the above meeting, the Register of Members of the Company will be closed from Tuesday, June 4, 2013 to Thursday, June 6, 2013, both dates inclusive, during which period no transfer of shares will be registered. In order to be eligible to attend and vote at the Annual General Meeting, all transfer documents accompanied by the relevant share certificates must be lodged with the Company's branch Share Registrar in Hong Kong, Computershare Hong Kong Investor Services Limited, at Shops 1712-1717, 17th Floor, Hopewell Centre, 183 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong for registration no later than 4:30 p.m. on Monday, June 3, 2013.

6. For determining the entitlement to the proposed cash distribution, the Register of Members of the Company will be closed from Tuesday, June 18, 2013 to Thursday, June 20, 2013, both dates inclusive, during which period no transfer of shares will be registered. In order to qualify for the proposed cash distribution, all transfer documents accompanied by the relevant share certificates must be lodged with the Company's branch Share Registrar in Hong Kong, Computershare Hong Kong Investor Services Limited, at Shops 1712-1717, 17th Floor, Hopewell Centre, 183 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong for registration no later than 4:30 p.m. on Monday, June 17, 2013.

Référence de publication: 2013053121/129.

Merlaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 100.717.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme MERLAUX S.A.. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, 7 mai 2013 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013050301/750/15.

SIPE, Société de Participations Financières, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 41.240.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social en date du 6 mai 2013 à 11 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C., le cas échéant.
6. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013051023/1004/18.

Northland Resources S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 151.150.

Luxembourg, April 15, 2013 - Northland Resources S.A. (OSE: NAUR, Frankfurt: NPK, First North/Nasdaq: NAURo - together with its subsidiaries, "Northland" or "the Company") will hold its

ANNUAL GENERAL MEETING

("AGM") on May, 15, 2013 at 10 am CET in Luxembourg.

Notice is hereby given that the AGM of the shareholders of Northland Resources S.A. will be held at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on May, 15, 2013 at 10 a.m. (CET), for the following purposes:

Agenda:

1. Approval of the reports of (i) the board of directors of the Company and (ii) the independent auditor of the Company on the consolidated annual accounts of the Company (the "Consolidated Annual Accounts") for the financial year ended as of December 31, 2012 (the "Financial Year") and on the annual accounts of the Company for the Financial Year (the "Annual Accounts");
2. Approval of the Annual Accounts and allocation of the result for the Financial Year;
3. Approval of the Consolidated Annual Accounts;
4. Discharge (quitus) to the members of the board of directors of the Company for the exercise of their mandate during the Financial Year;
5. Renewal of the mandate of the members of the board of directors until the next annual general meeting;
6. Renewal of the mandate of Ernst & Young S.A. as independent auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the next annual general meeting;
7. Approval of fees to non-executive members of the board of directors of CAD 60,000 per annum, with an additional CAD 20,000 per annum to the director serving as the Audit Committee Chair, and an additional CAD 10,000 per annum to each director serving as the Chair of any other Committee;
8. Authorization and empowerment of any director of the Company, or the Chief Executive Officer, acting on behalf of the board of directors, to do all other acts and things as they shall at their discretion deem necessary or desirable for the purpose of giving effect to any of the above items of the agenda and to see to and to accomplish any necessary formalities with the relevant Luxembourg authorities in relation to the items of this agenda, including, but not limited to, the filing of documents with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and the publication of excerpts in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, and generally to perform any other action that may be necessary or useful in relation thereto; and
9. To transact such further or other business as may properly come before the meeting or any adjournment or adjournments thereof.

Shareholders are hereby informed that the resolutions shall be passed by a majority of the votes cast irrespective of the number of shares present or represented.

Shareholders who are unable to attend the meeting are requested to complete, date, sign and return the form of proxy, available on www.sedar.com, in accordance with the instructions set out in the proxy and in the Management Information Circular. A Shareholder who wishes to attend the meeting may register at ir@northland.eu.

More details will be available on the Company's web site.

"Karl-Axel Waplan"

President & CEO, Northland Resources S.A.

For more information, please contact:

Eva Kaijser, CFO, +46 709 320 901

Anders Antonsson, Vice President - Investor Relations: +46 709 994 970

Web site: www.northland.eu

Northland is a producer of iron ore concentrate, with a portfolio of production, development and exploration mines and projects in northern Sweden and Finland. The first construction phase of the Kaunisvaara project is complete and production ramp-up started in November 2012. The Company produces high-grade, high-quality magnetite iron concentrate in Kaunisvaara, Sweden, where the Company will exploit two magnetite iron ore deposits, Tapuli and Sahavaara. Northland has entered into off-take contracts with three partners for the entire production from the Kaunisvaara project over the next seven to ten years. The Company is also preparing a Definitive Feasibility Study ("DFS") for its Hannukainen Iron Oxide Copper Gold ("IOCG") project in Kolari, northern Finland and for the Pellivuoma deposit, which is located 15 km from the Kaunisvaara processing plant.

Référence de publication: 2013053749/250/56.

Codecis International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 124.925.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *07 mai 2013* à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013046525/696/17.

Real Estate Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 29.211.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra extraordinairement le *7 mai 2013* à 14 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2011;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049035/322/16.

Foca Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 131.810.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme FOCA INVESTMENTS S.A.. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mardi, 7 mai 2013 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013050300/750/16.

Quairos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 100.981.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme QUAİROS S.A.. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mardi, 7 mai 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013050302/750/16.

Intelsat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 162.135.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2013.
Référence de publication: 2013052718/10.

(130064932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

DekaLux-GlobalValue, Fonds Commun de Placement.

Die Deka International S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass das Fusionsverfahren des Fonds DekaLux-GlobalValue mit dem Fonds Deka-Nachhaltigkeit Aktien abgeschlossen wurde.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, im April 2013.

Deka International S.A.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2013053851/1208/12.

**I.S.T. Internationale Spedition und Transport S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patri-
moine Familial.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 14.213.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 8 mai 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013051015/506/17.

Novo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 97.902.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8.5.2013 à 10H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013051017/560/16.

**M&G UK Residential Property Fund FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement
Spécialisé.**

The amended version of the management regulations of the common fund M&G UK Residential Property Fund FCP-FIS has been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

La version modifiée du règlement de gestion du fonds commun de placement M&G UK Residential Property Fund FCP-FIS a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour M&G Real Estate Funds Management S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013042357/14.

(130051277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

WestSelect, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 143.708.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der jährlichen Generalversammlung vom 10. April 2013:

Die Generalversammlung bestätigt die gegenwärtige Zusammensetzung des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

- Roman Weißkopf, Vorsitzender des Verwaltungsrates;

- John Baumann, Verwaltungsratsmitglied;
- Markus Gierke, Verwaltungsratsmitglied.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.

Die Generalversammlung bestellt PricewaterhouseCoopers Société coopérative Réviseur d'Entreprises mit Sitz in Luxemburg zum Abschlussprüfer der Gesellschaft. Das Mandat endet mit Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.

Munsbach, den 10. April 2013.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft

Référence de publication: 2013052318/20.

(130063891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

SOLIDUS Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.495.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die außerdienstlich am 10. Mai 2013 um 10.00 Uhr, an der Adresse des Gesellschaftssitzes, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 2012.
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
4. Neuwahlen.
5. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013051018/534/17.

Luxallim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.047.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LUXALLIM S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 17 mai 2013 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053747/750/17.

Brave Corporate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 117.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013036201/10.

(130044323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Selmira S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 135.170.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SELMIRA S.A. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi, 17 mai 2013 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053765/750/17.

Aquila Sachwert-Basisfonds I (Wald) S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 167.522.

Auszug aus dem Protokoll der Sitzung des Verwaltungsrates vom 19. April 2013

Wir teilen mit, dass der Verwaltungsrat beschlossen hat, Herrn Serge Dollendorf, geboren am 2. Februar 1972 in Sankt Vith, beruflich ansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, mit sofortiger Wirkung und bis zur nächsten Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, als neues Verwaltungsratsmitglied im Wege der Kooptierung zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013052391/13.

(130064234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Financière de Saint Jacques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 137.435.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le cinq avril.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Philippe JUNOT, dirigeant de société, né le 19 avril 1940 à Paris, France, demeurant au 1 Demayo's ramp - Gibraltar,

Ici représenté par Maître Véronique De Meester, avocat, demeurant professionnellement au 3, rue des Bains, L-2018 Luxembourg

en vertu d'une procuration donnée le 27 février 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société anonyme FINANCIERE DE SAINT JACQUES S.A. (la «Société»), ayant son siège social au 3, rue des Bains, L-2018 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 137435, a été constituée par un acte du notaire Gérard LECUIT, de résidence à Luxembourg, en date du 14 mars 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1016 du 24 Avril 2008. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 26 novembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 184 du 29 janvier 2011.

- Que le capital social de la société anonyme FINANCIERE DE SAINT JACQUES S.A., s'élève actuellement à deux cent cinquante et un mille et sept euros (EUR 251.007,-) représenté par huit mille quatre-vingt-dix-sept (8.097) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31,-) chacune, entièrement libérées;

- Que Monsieur Philippe JUNOT étant devenu seul propriétaire des actions et qu'il déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société,

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'actionnaire unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- Que Monsieur Philippe JUNOT, agissant tant en sa qualité de liquidateur de la société FINANCIERE DE SAINT JACQUES S.A., qu'en tant qu'actionnaire unique, déclare:

* qu'en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 5 avril 2013, que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés;

* que l'actionnaire unique est investi de l'entière responsabilité de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière responsabilité du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 5 avril 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

* de sorte que la liquidation de la société est à considérer comme clôturée.

- Que décharge pleine et entière est accordée à l'administrateur et au commissaire aux comptes, pour l'exercice de leurs mandats respectifs;

- Que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq années au siège social de la société à L-2018 Luxembourg, 3, rue des Bains.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ mille euros (EUR 1.000).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses noms, prénom usuels, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. DE MEESTER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 avril 2013. Relation: LAC/2013/16041. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051993/59.

(130063974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Endherma S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 52.761.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 15 mars 2013 à 10.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat des Administrateurs, Monsieur Koen LOZIE et Monsieur Joseph WINANDY et de nommer la société JALYNE S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BONNIER, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg.

- Leur mandat viendra à échéance à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer au poste de Commissaire aux Comptes la société THE CLOVER, 6, rue d'Arlon, L-8399 Windhof.

- Le mandat du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2013.

Pour copie conforme

JALYNE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013037522/20.

(130046296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

von der Heydt Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 114.147.

Mitteilung an die Anteilinhaber des ACCURA - ALL ASSETS Anteilklasse A - EUR WKN: AOJDNY ISIN: LU0245778138

Die Anteilinhaber des Investmentteilsfonds Luxemburger Rechts ACCURA - ALL ASSETS (nachstehend "ALL ASSETS") werden darüber informiert, dass die Verwaltungsgesellschaft von der Heydt Invest SA (nachstehend "VDHI") des Investmentfonds Luxemburger Rechts ACCURA die Verschmelzung des ALL ASSETS mit dem Investmentteilsfonds Luxemburger Rechts ACCURA - AF1 (nachstehend "AF1") Anteilklasse A (EUR) (nachstehend "AF1") mit Wirkung zum 04. Juni 2013 beschlossen hat. Dies ist in der wirtschaftlichen Rentabilität begründet, da der ALL ASSETS nicht mehr das notwendige Fondsvolumen aufweist, um ihn wirtschaftlich sinnvoll fortzuführen.

Bei dieser Verschmelzung werden alle Vermögensgegenstände des ALL ASSETS in den AF1 übertragen und der ALL ASSETS damit aufgelöst.

Beim AF1 handelt es sich um einen Investmentteilsfonds Luxemburger Rechts des ACCURA gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Anteilinhaber des ALL ASSETS werden auf folgende Änderungen innerhalb des AF1 im Vergleich zum ALL ASSETS hingewiesen:

Änderungen	ACCURA - ALL ASSETS	ACCURA - AF1
Anlageziel und Anlagepolitik	Die Anlagepolitik des Teilfonds ACCURA - ALL ASSETS strebt als Anlageziel das Erreichen einer mittelfristig kontinuierlichen Rendite an. Zur Erreichung dieses Anlageziels, wird das Nettovermögen des Teilfonds, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung in unterschiedliche Anlageinstrumente investieren, darunter Anlagen in Investmentfonds, Aktien, festverzinsliche Wertpapiere, Termingeschäfte und Geldmarktinstrumente. Das Portfolio ist breit gestreut und geographisch ungebunden. Teilfondsspezifische Beschränkungen gegenüber den Anlagebestimmungen des Teil A des Verkaufsprospektes sind nicht gegeben. Ebenso finden dessen Anlagegrenzen in vollem Umfang Anwendung. Demzufolge kann der Teilfonds, je nach Marktlage, sein Vermögen ausschließlich in einen Typus der oben erwähnten Anlageinstrumente anlegen. Der Teilfonds kann, unter Beachtung der im Verwaltungsreglement genannten Beschränkungen sonstige Techniken und Instrumente zur Portfoliosicherung nutzen.	Die Anlagepolitik des Teilfonds ACCURA - AF1 strebt als Anlageziel das Erreichen einer mittelfristig kontinuierlichen absoluten Rendite bei einem, im gleichen Zeitraum, systematisch reduzierten Investmentrisiko, an. Zur Erreichung dieses Anlageziels, wird das Nettovermögen des Teilfonds, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung in flüssige Mittel, wie Barguthaben (Cash), Festgelder und Geldmarktinstrumente mit Restlaufzeiten von unter zwölf (12) Monaten sowie Anleihen mit hoher Bonität und kurzen Restlaufzeiten investiert. Zur Erlangung des oben angegebenen Renditeziels, wird der Teilfonds, auf Grundlage statistisch-mathematischer Verfahren, durch den Einsatz von abgeleiteten Finanzinstrumenten (Long Futures), eine zeitweilige Ausrichtung auf langfristige Rentenmärkte und Aktienmärkte erlangen. Daneben kann der Teilfonds höchstens 10,00 Prozent seines Nettovermögens in OGAW oder andere OGA investieren. Der Teilfonds kann, unter Beachtung der im Verwaltungsreglement genannten Beschränkungen sonstige Techniken und Instrumente zur Portfoliosicherung nutzen.
Erfolgsabhängige Vergütung	Die erfolgsabhängige Vergütung beläuft sich auf bis zu 10,00 Prozent p.a. des Betrages, um den die Anteilwertentwicklung des Teilfonds im laufenden Bewertungszeitraum (d.h. pro Monat) 0,25 Prozent übersteigt.	Die erfolgsabhängige Vergütung beläuft sich auf bis zu 10,00 Prozent p.a. des Betrages, um den die Anteilwertentwicklung des Teilfonds im laufenden Bewertungszeitraum (d.h. pro Monat) positiv ist.

Die Anteilinhaber werden darauf hingewiesen, dass die vollständige Beschreibung der Verschmelzung kostenlos am Sitz der Verwaltungsgesellschaft auf Anfrage erhältlich ist.

Zeichnungen von Anteilen des ALL ASSETS werden am 17. Mai 2013 eingestellt.

Anteilinhaber, die mit der aufgeführten Verschmelzung nicht einverstanden sind, haben das Recht, im Rahmen der Rücknahmefrist die kostenlose Rücknahme ihrer Anteile bis zum 29. Mai 2013 gemäß den Annahmeschlusszeiten des derzeit gültigen Verkaufsprospektes des Fonds zu beantragen.

Am 03. Juni 2013 werden die Anteile des ALL ASSETS derjenigen Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nach Ablauf der Rücknahmefrist nicht verlangt haben, in Anteile des AF1 der Anteilklasse A umgewandelt. Dies erfolgt zu den folgenden Umtauschverhältnissen:

Die Anzahl der Anteile AF1, welche die Anteilinhaber des ALL ASSETS erhalten, berechnet sich nach der folgenden Formel:

$$\text{Anzahl Anteile AF1} = \frac{\text{Anzahl Anteile ALL ASSETS} * \text{NAV ALL ASSETS}}{\text{NAV AF1}}$$

Der Zeichnungspreis der Anteile AF1 entspricht dem Nettofondsvermögen der Anteile des ALL ASSETS zum Datum der Wirksamkeit der Verschmelzung.

Die Anteilinhaber des ALL ASSETS werden darauf hingewiesen, dass sie gemäß dem Umtauschverhältnis unter Umständen eine Anzahl an Anteilen (gegebenenfalls Bruchteile von Anteilen) des AF1 erhalten werden, die nicht der Anzahl ihrer Anteile an dem ALL ASSETS entspricht.

Der Verkaufsprospekt und die wesentlichen Anlegerinformationen, zum jeweils aktuellen Stand sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Luxemburger Zahlstelle sowie auf der Homepage www.vdhi.lu kostenlos erhältlich.

Luxemburg, April 2013.

von der Heydt Invest SA.

Référence de publication: 2013053128/72.

MHQ Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 176.219.

— STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-deux mars.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Madame Isabelle FELLER, née le 26 mai 1969 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon / Waltzing, 50 rue du Pannebourg,

laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exécution de tous travaux d'expertises comptables, fiscales, économiques et financières, de tous mandats d'organisation technique, administrative et commerciale, de toutes les activités liées directement ou indirectement à la prestation de services dans le domaine de la formation en général, toutes les activités de domiciliation, ainsi que toutes autres activités se rattachant à la profession d'expert-comptable.

La société peut également acquérir des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination de «MHQ Solutions S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Koerich.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.-€) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.-€) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mil treize.

Souscription et Libération

Les cent parts sociales sont intégralement souscrites par Madame Isabelle FELLER, née le 26 mai 1969 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon / Waltzing, 50 rue du Pannebourg.

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-€) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille trois cent cinquante euros (1.350.-€). A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les parties comparantes préqualifiées, représentées comme dit ci-avant, et représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquées, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes

1. Le nombre des gérants est fixé à un.
2. Est nommée gérante pour une durée indéterminée:

Madame Isabelle FELLER, née le 26 mai 1969 à Bastogne (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon / Waltzing, 50 rue du Pannebourg.

La société est engagée en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature de la gérante unique.

3. L'adresse de la société est fixée à L-8399 Windhof, 4 route d'Arlon.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu les comparants attentifs au fait que l'exercice d'une activité commerciale peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant de débiter l'activité de la société présentement constituée.

Après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: I. FELLER, KREUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 mars 2013. Relation: EAC/2013/4118. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Releveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, LE 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013042383/111.

(130051193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Insitor Impact, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 170.979.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,

ON THE TENTH DAY OF APRIL.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert

Was elected an extraordinary general meeting of the shareholders of "INSITOR IMPACT", a private liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-1122 Luxembourg, 2 rue d'Alsace, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B170979, incorporated pursuant to a deed of Maître Gerard Lecuit, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of the undersigned notary Maître Cosita Delvaux, on 10 August 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2322 on 18 September 2012 (hereinafter the "Company").

The meeting was opened at 6.30 p.m. with Mr. Marco Domenico PETRONIO, professionally residing in Luxembourg, at 11 rue Béatrix de Bourbon, in the chair, who appointed as secretary Mrs Claire-Ingrid BERGE, professionally residing in Luxembourg, at 11 rue Béatrix de Bourbon.

The meeting elected as scrutineer Mrs Erika APOLLONIO, employee, professionally residing in Luxembourg, at 11 rue Béatrix de Bourbon.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Deletion of the article 7 of the Articles of Incorporation in order to delete the possibility to have a sole shareholder.
2. Amendment of the article 8 of the Articles of Incorporation in order to delete the possibility to have a sole director.
3. Amendment of the article 12 of the Articles of Incorporation in order to delete any reference to a sole shareholder.
4. Renumbering of articles 8, 9, 10, 11 and 12 into articles 7, 8, 9, 10 and 11.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed ne varietur by the appearing parties will remain annexed to this deed.

III. That all shareholders of the Company are present or represented at the present meeting by way of proxies and all the shareholders got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolved to delete the article 7 of the Articles of Incorporation in order to delete the possibility to have a sole shareholder.

Second resolution:

The general meeting resolved to amend article 8 of the Articles of Incorporation (new article 7) in order to delete the possibility to have a sole director and thus resolved that the new article 7 will have the following wording:

Art. 7. "The company is managed by at least three director(s) (gérants), shareholders or not, who are appointed for a limited or unlimited period by the shareholders meeting which may at any time remove them ad nutum.

The shareholders meeting will appoint the director(s) resolving at the simple majority of the shares as stipulated in article 11 for the shareholders meetings not modifying the articles of association.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the company and the representation of the company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any director or directors of the board or to any committee (the members of which need not to be directors) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine.

The company shall be bound by the joint signature of two directors or the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power has been delegated by the board of directors"

Third resolution:

The general meeting resolved to amend article 12 of the Articles of Incorporation (new article 11) in order to delete any reference to a sole shareholder and thus resolved that the new article 11 will have the following wording:

Art. 11. "The decisions not amending the articles of association are not taken validly unless they are approved by shareholders representing more than half of the shares. If because of absence or abstention of shareholders, this figure cannot be obtained in a first meeting or written consultation the shareholders are called or consulted a second time by registered mail and the decisions are taken at the majority of the votes cast under the condition that they concern only matters examined in the first meeting or consultation.

The shareholders cannot, except by unanimous vote, change the nationality of the company. All other amendments of the articles of association are decided at a majority of the shareholders representing the three quarters of the corporate capital. In no case can the majority oblige a shareholder to increase his shareholding."

Fourth resolution:

As a result of the foregoing and the deletion of article 7, the general meeting resolved to renumber the articles 8, 9, 10, 11 and 12, into articles 7, 8, 9, 10 and 11 of the Articles of Incorporation.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English and French, states herewith that upon request of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this deed.

Follows the french version of the preceding text

L'AN DEUX MILLE TREIZE,

LE ONZIEME JOUR DU MOIS DE AVRIL.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire, de résidence à Redange-sur-Attert,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «INSITOR IMPACT», une société à responsabilité limitée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social au 2, rue d'Alsace, L-1122, Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170979, constituée suivant acte reçu par Maître Gerard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement du notaire soussigné Maître Cosita Delvaux, en date du 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 18 septembre 2012, numéro 2322 (ci-après la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 18.30 heures sous la présidence de M. Marco Domenico PETRONIO, résidant professionnellement à Luxembourg, au 11 rue Béatrix de Bourbon;

Le Président désigne comme secrétaire Mme Claire-Ingrid BERGE, résidant professionnellement à Luxembourg, au 11 rue Béatrix de Bourbon.

L'assemblée élit Mme Erika APOLLONIO, résidant professionnellement à Luxembourg, au 11 rue Béatrix de Bourbon.

L'assemblée étant ainsi constituée, le Président a déclaré et a prié le notaire instrumentant d'acter:

I- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Suppression de l'article 7 des statuts afin de supprimer la possibilité d'avoir un associé unique.
2. Modification de l'article 8 des statuts afin de supprimer la possibilité d'avoir un seul gérant.
3. Modification de l'article 12 des statuts afin de supprimer toutes les références à l'associé unique.
4. Renumerotation des articles 8, 9, 10, 11 et 12 en 7, 8, 9, 10 et 11.

II- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur, par les personnes comparantes resteront attachées à cet acte.

III- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée par procuration et que les actionnaires déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé de supprimer l'article 7 des statuts de la Société afin de supprimer la possibilité d'avoir un associé unique.

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier l'article 8 des statuts de la Société (nouvel article 7) afin de supprimer la possibilité d'avoir un seul gérant et par conséquent a décidé que le nouvel article 7 est libellé comme suit:

Art. 7. «La société est administrée et gérée par au moins trois gérant(s), associé(s) ou non, qui sont nommés pour une période limitée ou illimitée par l'assemblée des associés, qui peut à tout moment les révoquer sans motif.

L'assemblée des associés nommera le ou les gérant(s) à la majorité simple comme stipulé à l'art 11 des présents statuts relatifs aux décisions de l'assemblée des associés ne délibérant pas en matière de modification des statuts.

Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et disposition de la part de la société dans son intérêt.

Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Le conseil de gérance peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière, à une ou plusieurs personnes associées ou non avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, ou à n'importe quel comité (dont les membres n'ont pas besoin d'être des associés) délibérant sous de tels termes et avec de tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature simple ou conjointe de n'importe quelle personne ou personnes à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance.»

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier l'article 12 des statuts de la Société (nouvel article 11) afin de supprimer la possibilité d'avoir un associé unique et par conséquent a décidé que le nouvel article 11 est libellé comme suit:

Art. 11. «Les décisions non modificatives des statuts ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si, par suite d'absence ou d'abstention d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications statutaires sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé, suite à la suppression de l'article 7, et des décisions prise ci-avant de renuméroter les articles 8, 9, 10, 11 et 12 en 7, 8, 9, 10 et 11 des statuts de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. D. PETRONIO, C.-I. BERGE, E. APOLLONIO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 avril 2013. Relation: RED/2013/583. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 18 avril 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013050655/160.

(130061582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Insitor Impact Fund S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue d'Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 176.738.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN,

ON THE TENTH DAY OF APRIL.

Before the undersigned Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Mrs Maria Alessandra Noemi Foglia, born in Milan (Italy), on 6th May 1961, residing in Milan (Italy), via Terraggio, 15,

represented by Marco Domenico Petronio, professionally residing at 11, rue Beatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg by virtue of a proxy given on 5 April 2013,

2) INSITOR IMPACT, a private liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at L-1122 Luxembourg, 2 rue d'Alsace, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B170979, represented by Marco Domenico Petronio, prenamed, by virtue of a proxy given on 5 April 2013.

The proxies after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing parties, acting in the here above stated capacity, have requested the notary to inscribe as follows the Articles of Incorporation of a Corporate Partnership Limited by Shares qualifying as a Investment Fund with Variable Share Capital Specialised Investment Fund which it forms:

Title 1. Name, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Corporate name - Form. There is hereby established a corporation in the form of a Luxembourg corporate partnership limited by shares ("société en commandite par actions"), qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the corporate name "INSITOR IMPACT FUND S.C.A. SICAV-SIF" (hereafter referred to as the «Fund»), constituted as multiple compartment fund subject to the provisions of the Luxembourg law relating to special investment funds dated February 13th, 2007, as such law may be amended, supplemented or rescinded from time to time (the «Law»).

The Fund has been set up as a "multiple compartment investment company" and will have the possibility to create additional Sub-Fund (the «Sub-Fund»), in accordance with the provisions of Art. 71 of the Law. Each Sub-Fund shall be treated as separate patrimony of assets and liabilities of the Fund. The rights of investors and creditors with view to each Sub-Fund, including the rights in connection with the creation, operation and liquidation of such Sub-Fund, are limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will therefore be deemed to be a separate entity with view to relations among investors of the Fund.

Art. 2. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The General Partner is authorized to change the address of the Fund inside the municipality of the Fund's registered office. Subsidiaries or branch offices may be created, by simple decision of the general partner of the Fund (the "General Partner"), either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the General Partner believes that extraordinary political, economic or social developments that could compromise the normal activities of the Fund at its registered office, or the ease of communication from abroad with the headquarters, or from registered seat with foreign countries, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered seat abroad until after the complete cessation of the abnormal circumstances; such temporary measures will not have any effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding this temporary transfer of registered seat, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Fund is incorporated for an unlimited duration. However the Fund may create Sub-Funds for limited period. The offering memorandum of the Fund (the "Offering Memorandum") shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prolongation.

The Sub-Funds may also be dissolved, at any time, by a resolution of the General Partner adopted in the manner required for the amendment of Articles of Incorporation.

Art. 4. Purpose. The object of the Fund is the collective investments of its assets in order to spread the investment risks and to provide to the investors the benefit of the result of the management of its assets. The Fund may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the Law.

Title 2. Capital, Variations of capital, Shares

Art. 5. Share capital. The Fund is an undertaking for collective investment with variable capital (a société d'investissement à capital variable). The share capital of the Fund will be equal, at any time, to the total value of the net asset of the Fund, as determined in accordance with these articles of incorporation.

The minimum share capital of the Fund shall be one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months following its authorization by the Luxembourg supervisory authority (Commission de Surveillance du Secteur Financier, the "CSSF").

At the incorporation, the share capital of the Fund shall be represented by the following 2 (two) classes of shares:

I. "Management Shares": a class of shares subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandite) of the Fund;

II. "Ordinary Shares": a class of shares subscribed by limited shareholders (actionnaires commanditaires) without par value.

The initial share capital of the Fund at the time of incorporation is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), divided into three hundred (300) Ordinary Shares held by a Limited Shareholder and ten (10) Management Shares held by the General Partner.

Within the Fund, two different classes of Ordinary Shares (also "Share Classes") may be issued: Investors Shares and Participating Shares. The General Partner may, at any time, create additional classes of Ordinary Shares whose features may differ from the existing classes.

The capital of the Fund shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Fund, as determined in accordance with these articles of incorporation.

Art. 6. General Partner. The General Partner (associé gérant commandité) of the Fund will be INSITOR IMPACT, a Société à responsabilité limitée incorporated under the law of the Grand Duchy of Luxembourg on August 10, 2012, with registered office at L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace, R.C.S. Luxembourg B 170979.

The Board of Directors is responsible for the management of the Fund and jointly and severally liable for all liabilities which cannot be paid out of the asset of the Fund. The General Partner will hold the Management Shares in the Fund.

Art. 7. Limited shareholders. The limited shareholders shall abstain from taking action on behalf of the Fund in any manner whatsoever, except by exercising their rights as shareholders in general shareholders' meeting and shall only be held to the debts and losses of the Fund to the extent of their contribution, provided they are not involved in a management capacity.

The limited shareholders and the General Partner are the shareholders of the Fund (the "Shareholders").

Art. 8. Form of shares. The Fund shall issue shares in the Sub-Fund and in each category in registered form only. If registered shares are issued, Shareholders receive a confirmation of shareholding, unless they want a share certificate.

All shares of the Sub-Fund shall be registered in the register of Shareholders (the "Register") that shall be maintained by the Sub-Fund or by one or several persons designated for this purpose by the Sub-Fund. The Register shall contain the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number, the Sub-Fund, the Class of Share that it holds, the amount paid up on each share. The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right

of ownership on such registered shares. Share certificates will only be issued upon formal request and a correspondent charge will be payable. Each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Any transfer of registered shares shall be made by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by any manager or any officer of the General Partner or by any other person duly authorised thereto by the Board of Directors.

Shareholders shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

Payments of dividends, if any, will be made to the Shareholders by bank transfer.

Art. 9. Issue of shares. The Board of Directors is authorised, without any limitation, to issue at any time shares of no par value fully paid up, in the Fund, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued. No shares will be issued during any period when the calculation of the net asset value per share in the Fund and share Class is suspended pursuant the provisions of the article 13 hereof.

Management shares may not be subscribed by Limited Shareholders.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued. The Board of Directors may, in particular, decide that shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other frequency as provided for in the Offering Memorandum.

The Board of Directors may impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription and/or a minimum holding amount. The Board of Directors may also, in respect of the Fund and/or share class, levy subscription and/or equalisation charges and has the right to waive partly or entirely these subscription and/or equalisation charges. Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Offering Memorandum.

On each occasion that shares are subscribed for, the relevant shares will be issued at the initial price per share in respect of the first issue of shares in any Sub-Fund, and thereafter at the net asset value per share determined with respect to the day relevant to that issue of shares ("Valuation Day"), in compliance with the article 12 hereof, plus any additional premium, charges or fees as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Memorandum. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which the shares of the Fund are sold will be also charged.

Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription. The payment of the issue price will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors and described in the Offering Memorandum.

Further, if, on any given date, subscription requests pursuant to this article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number of shares in issue of a specific share class, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for subscriptions will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the Fund. On the next Valuation Day(s) following that period, the unsatisfied part of these subscriptions requests will be met in priority to later requests.

Unless otherwise specified in the Offering Memorandum, a Shareholder may not withdraw his request for subscription of shares except in the event of a deferral or a suspension of the calculation of the net asset value. In such events, a withdrawal will only be effective if written notification is received by the Fund before the termination of the period of suspension, or, in case of a deferral, before the next deadline for subscription requests as defined in the Offering Memorandum. If the request is not so withdrawn, the Shareholder shall proceed to subscribe the shares on the first applicable Valuation Day.

The Board of Directors may from time to time accept subscriptions for Shares against contribution in kind of securities or other assets provided that such assets compliance with the investment objectives, restrictions and policy of the relevant Sub-Fund and with the conditions set forth by Luxembourg law. In the case where Shares are issued for a contribution in kind a valuation report on this contribution shall be required from the Auditors of the Fund (réviseurs d'entreprises agréés) which will be available for inspection. Specific provisions relating to contribution in kind of assets will be detailed in the Offering Memorandum.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The failure of an investor to make, within a specific period of time determined by the Board of Directors, any required contributions or certain other payments, in accordance with the terms of its commitment, entitles the Fund to declare

such investor a defaulter, which results in the penalties determined by the Board of Directors and detailed in the Offering Memorandum.

Art. 10. Redemption of shares. The Shareholders cannot redeem their Shares during the life of the Sub-Fund. At the expiry date of the Sub-Fund, as set forth by the Offering Memorandum, the Sub-Fund will be liquidate, in compliance with the provision of the law, following this procedure:: i) immediately upon a resolution being made by the Board of Directors to liquidate the Sub-Fund, any new or ongoing investment activity will be ceased and divestment activities shall commence; ii) during the period of liquidation the Board of Directors may partially reimburse the Sub-Fund's shares iii) the Board of Directors shall communicate with the Shareholders by written notification: a) the start date of the liquidation process; b) the schedule and methods for carrying out partial redemptions during the liquidation period; c) the schedule and methods for carrying out the final reimbursement; iv) the final liquidation statement (together with a report from the Board of Directors) shall contain the amount of money due per share(calculated as the ratio of net assets realised and yet to be distributed to total Sub-Fund shares outstanding).

The Board of Directors reserves the right in his absolute discretion, and with the approval of the relevant Shareholders, to proceed to part or all of any redemption payments in kind or in specie. In such event, the relevant Shareholders will receive assets (or part assets and part cash) with a value (calculated on the same basis as the Net Asset Value of the Fund), when aggregated with any cash portion of the redemption payment, equal to the redemption payment to which they are otherwise entitled. The value of the redemption in kind will be certified by an auditor's certificate drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg Law. Any expenses incurred for redemptions in kind shall be borne by the relevant Shareholders.

Art. 11. Restrictions on Ownership of shares. Shares of the Fund are available to well-informed investors only.

Well-informed investor ("Well-Informed Investor") has the meaning ascribed to it in the Law and includes institutional investors, professional investors and any other Well-Informed Investor who fulfils the following conditions

A) he has confirmed in writing that he adheres to the status of Well-Informed Investor, as defined by the Law; and

B) (i) he invests a minimum of one hundred and twenty five thousand Euro (Euros 125,000) in the Fund; or

(ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/CE, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/CE or by a management company with the meaning of Directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in specialised investment Fund.

The Board of Directors may, at its sole discretion, reject any application for subscription of Shares. The Board of Directors may also restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any prohibited person. Prohibited person ("Prohibited Person") is any person, firm, partnership or corporate entity, if in the sole opinion of the Fund the holding of shares may be detrimental to the interest of the existing shareholders of the Fund, if it may result in the breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred.

Shares are transferable between Eligible Investors, subject to the prior written approval of the Board of Directors. Transfers should be in the form prescribed by the Board of Directors and should be completed by both the Transferor and the Transferee and delivered to the Administrative Agent first by fax and then the duly signed original by post.

When the Transferee is not an existing shareholder, the Transferee will be required to additionally complete a subscription form and to comply with the requirements set out in the Anti-Money Laundering chapter of this Article of Association. In any circumstances whatsoever, the relevant applicable minimum subscription amount as defined in the Offering Memorandum must be satisfied.

For such purposes the Fund may:

(A) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(B) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the Register of Shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(C) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any Meeting of Shareholders of the Fund; and

(D) where it appears to the Fund that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such Shareholder to sell his shares and to provide to the Fund evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such Shareholder fails to comply with the direction, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Fund shall serve a second notice (the «Purchase Notice») upon the Shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of such shares, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser. Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder

at his last address known to or appearing in the books of the Fund. The said Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the share certificate or certificates representing the shares specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register of Shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «Purchase Price») shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant share class as calculated with respect to the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Fund next preceding the date of the Purchase Notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant share class and will be deposited for payment to such owner by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and non-matured dividend coupons attached thereto, if any. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant share class or classes. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

(4) The exercise by the Fund of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

«Prohibited Person» as used herein does neither include any subscriber of shares issued in connection with the incorporation of the Fund as long as such subscriber holds such shares, nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution.

Art. 12. Calculation of the net asset value per share. The valuation of the assets of the Sub-Fund is based on the fair value.

The Net Asset Value of the shares of each Sub-Fund is determined in its reference currency. It shall be determined on each Valuation Day by dividing the net assets attributable to each Sub-Fund by the number of shares of such Sub-Fund then outstanding. The net assets of each Sub-Fund are made up of the value of the assets attributable to such Sub-Fund less the total liabilities attributable to such Sub-Fund calculated at such time as the Board of Directors shall have set for such purpose.

The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest currency unit.

The value of the assets of the Fund shall be determined as follows:

I. the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

II. the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other Regulated Market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

III. the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a Regulated Market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the General Partner;

IV. investments in private equity securities will be valued at a fair value by or under the direction of the General Partner in accordance with the EVCA Valuation Guidelines;

V. the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the General Partner on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts;

VI. the net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

VII. the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the General Partner in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Sub-Fund to be determined more accurately. The fair value of an asset may be determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the relevant principles-based set of standards which form part of Luxembourg GAAP. Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria. The General Partner shall obtain (at the Sub-Fund's expense) a valuation of such assets from an independent investment banking, accounting or other appraisal firm chosen by the General Partner, whose determination of such value shall be final and binding on the Sub-Fund (in the absence of manifest error or fraud).

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the accounting agent, which could have a significant impact on the net asset value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the accounting agent is authorized to postpone the net asset value calculation and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices. The Board of Directors shall be informed immediately by the accounting agent should the situation arise. The Board of Directors may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value.

In the event that, for any assets, the price as determined pursuant to subparagraph (a), (c) or (d) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, or any appointed agent, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

The Net Asset Value per Share of each Sub-Fund and the issue and redemption prices thereof are available at the registered office of the Fund.

Art. 13. Frequency and Temporary suspension of the calculation of the net asset value per share, of the issue and the redemption of shares. With respect to each share class, the Net Asset Value per share and the price for the issue and redemption of shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at least once a year, at a frequency determined by the Board of Directors and specified in the Offering Memorandum, such day being the Valuation Day, as well as on each day by reference to which the Board of Directors approves the pricing of an issue or a redemption of shares, provided that this is in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors may take the decision to suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Classes and the issue and redemption of share of such Class(es):

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Fund attributable to the Sub-Fund concerned, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the fund attributable to Sub-Fund quoted thereon; or

(b) military or money market events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board of Directors, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors, disposal or valuation of the assets held by the Fund attributable to the Sub-Fund concerned is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the Board of Directors the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investment of the Fund attributable to the Sub-Fund concerned or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) during any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of the Sub-Fund concerned or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of such Sub-Fund cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Fund, or merging the Fund, or informing the shareholders of the decision of the Board of Directors to terminate or merge the Fund; or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Fund attributable to the Sub-Fund concerned cannot be promptly or accurately ascertained.

The suspension of the calculation of a Sub-Fund shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per share or on the issue and redemption of shares of any other Sub-Fund that is not suspended.

Any request for subscription, redemption or conversion of Shares is irrevocable except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value per share, and subject to the conditions and procedures determined by the Directors in their discretion.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Fund to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended, unless the General Partner is of the opinion that a notification is not necessary considering the short period of the suspension.

Title 3. Administration and Supervision

Art. 14. Management. The Fund will be managed by the General Partner.

Art. 15. Power of The General Partner. The General Partner is invested with the broadest power to conduct any administration act and enactment in the interest of the Fund that are not expressly delegated by law or by the articles of incorporation to the General Meeting.

The General Partner sets the general investment policy of the Fund in accordance with these articles of incorporation and the Offering Memorandum. The General Partner applies the principle of risk diversification. The General Partner's tasks include, without limitation, the following:

- identifying, evaluating and negotiating investment opportunities in accordance with the Fund's investments policies and acquiring investments on behalf of the Fund;
- monitoring investment and taking any appropriate management action, as and if necessary;
- making decision relating to sale, exchange or investment transaction and, in relation to sale, exchange and other transactions, when necessary represent, provide guarantees and indemnities;
- entering into all types of agreements and contracts, including the delegation of investment advisory, management and administration that it may deem necessary, useful or advisable;
- deciding on the allocation of proceeds from sale of investments between reinvestment and distribution, subject to the provisions set out in article 25;
- attribute to Fund specific investment objective, policy and investment restrictions.

Art. 16. Revocability of The General Partner. The General Partner may not be removed except in circumstances where it has seriously breached the law and the articles of incorporation or in case of gross negligence.

Art. 17. Power of External Representation. The Fund will be validly represented towards third parties, in court and in all official acts by the sole signature of the General Partner, represented by its duly authorised Managers. Moreover, the General Partner may appoint a special authorised agent to represent the Fund.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine:

- (i) the investment policies to be applied in respect of the Fund,
- (ii) the hedging strategy to be applied to specific share classes within particular Sub-Funds and
- (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in the Offering Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors, acting in the best interests of the Fund, may decide, in the manner described in the Offering Memorandum of the Fund, that:

- (i) all or part of the assets of the Fund or of the Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that
- (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 19. Conflict of Interest. Shareholders should note that the Board of Directors of the General Partner or any of its delegates/affiliates and the custodian bank and possibly other parties may be subject to various conflicts of interest in their relationship with the Fund.

The General Partner shall act in the best interests of the Fund.

Art. 20. Auditors. The General Shareholders' Meeting shall appoint an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority, that will be responsible for auditing the Fund's accounts. Such auditor shall be remunerated by the Fund.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law.

Title 4. General meetings - Financial years - Distribution

Art. 21. Annual General Meetings. The properly constituted General Meeting of shareholders of the Fund ("the General Meeting") represents all Shareholders of the Fund.

The Annual General Meeting of Shareholders will be held in accordance with Luxembourg law at the place specified in the convening notice on the second Wednesday of the month of June of each year at 3.00 p.m. If such day is not a Business Day, the Annual General Meeting shall be held on the next following Business Day. The first annual general meeting in Luxembourg will be held on 11 June 2014. General Meetings shall be called by the General Partner, or by Shareholders holding a minimum of ten per cent (10%) of the Fund's share capital.

All the Shareholders shall be convened to the meeting via a notice, recorded in the Register of Shareholders and sent to their address, at least twenty (20) days before the date of the General Meeting. Quorums and notice periods required by law shall apply to General Meetings if not otherwise specified in these articles of incorporation.

All Shareholders may participate in the General Meetings by designating either in writing, by cable or fax another person to serve as their proxy.

The requirements as to attendance, quorum and majorities at all General Meetings will be those laid down in the Articles and in the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The General Partner may determinate any conditions to be fulfilled by Shareholders to participate in the General Meeting.

The vote on the payment of a dividend on a particular Sub-Fund requires a separate majority vote from the Meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned.

Each share confers the right to one vote.

The General Meeting shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of the General Meeting shall appoint a secretary. The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Art. 22. Anticipated dissolution and Merger of Fund. In the event that for any reason the value of the net assets in the Fund has decreased to or has not reached an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for the Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Fund would have material adverse consequences on the investments of that Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in the Fund at their net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Fund shall send a registered letter to the holders of Shares concerned by the compulsory redemption one month prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders of the Fund may continue to request redemption (if appropriate) of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of the Fund may, upon proposal from the Board of Directors, redeem all the Shares of such Fund and refund to the shareholders the net asset value of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of 9 months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided above, the Board of directors may decide to allocate the assets of any Fund to those of another undertaking for collective investment (the "new Fund") and to redesignate the Shares of the Fund as Shares of the new Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the above paragraph (and, in addition, the registered letter will contain information in relation to the new Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to the Fund to another undertaking for collective investment referred to in the Article or to another Fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the Fund concerned taken with no quorum and by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg

undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 23. Financial Year. The financial year of the Fund shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 24. Distributions. The General Meeting of Shareholders of the Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

For any Share Class or Classes entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law. The Annual General Meeting shall ratify any interim dividends resolved by the Board of Directors. Payments of distributions to shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the Register of Shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time that the Board of Directors shall determine from time to time. The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Fund relating to the relevant Share Class or Classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title 5. Final provisions

Art. 25. Custodian. To the extent required by law, the Fund shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution (the «Custodian») as defined by the law of 5 April 1993.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law and the custody agreement.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian, and the Board of Directors shall appoint such bank as Custodian of the Fund's assets. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 26. Dissolution and Liquidation. In the event of a dissolution of the Fund either on behalf on the decision of the General Meeting of Shareholders or in the event of the legal incapacity, insolvency or inability to act of INSITOR IMPACT acting as the general partner of the SIF, Fund liquidation shall be carried out by one (if a legal entity) or several liquidators, if physical persons named by the General Meeting of Shareholders effecting such dissolution upon proposal by the Board of Directors. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

Art. 27. Amendments to the Articles of Incorporation. These articles of incorporation may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and only with the consent of the Board of Directors.

Art. 28. Applicable law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 10 August 1915 Law and the 13 February Law; as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory provisions

The first accounting year will begin on the date of the formation of the Company and will end on 31 December 2013.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, the said appearing parties, here represented as stated here above, declare to subscribe to the shares as follows:

Subscriber	Number of shares	Amount subscribed to and paid-up in EURO
1) Mrs Maria Alessandra Noemi Foglia	300	30.000
2) INSITOR IMPACT	10	1.000

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the Company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-).

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

48710

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 2.800.-.

General meeting of shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

- I. The following is elected as independent auditor, its term of office expiring at the Annual General Meeting in 2014: PricewaterhouseCoopers, société coopérative, 400 Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B65477
- II. The address of the Company is set at 11, rue d'Aldringen, L-2960 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: M. D. PETRONIO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 avril 2013. Relation: RED/2013/584. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 avril 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013052068/511.

(130063528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

IDI Emerging Markets SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 139.111.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of the month of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of IDI Emerging Markets S.A. (the "Company"), a société anonyme - société de titrisation having its registered office at 11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of trade and companies under number B 139.111, incorporated by deed of Maître Camille Mines, notary, residing in Capellen, on 28 May 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), Nr. C-1564 on 25 June 2008. The articles of association of the Company have been amended for the last time on 13 December 2012 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial Nr. C-3071 on 21 December 2011.

The meeting was presided by M. Peter Bieliczky, member of the management board of the Company, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and scrutineer M. Julien Kinic, president of the management board of the Company, residing in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number and class of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder(s), the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies, will remain attached to this document to be filed with the registration authorities. All the shares being registered shares, the shareholders have been convoked by registered mail dated April 8, 2013.

II. It appears from the attendance list that one hundred twenty-two thousand five hundred (122,500) ordinary shares of class A1 out of a total of one hundred twenty-two thousand five hundred (122,500) ordinary shares of class A1, fifty-six thousand one hundred and fifty-three (56,153) ordinary shares of class A2 out of a total of fifty-six thousand one hundred and fifty-three (56,153) ordinary shares of class A2, forty-eight million eight hundred sixty-three thousand six hundred and thirty-six (48,863,636) ordinary shares of class B1 out of a total of forty-nine million ninety thousand nine hundred and nine (49,090,909) ordinary shares of class B1, and twenty million one hundred and eight six hundred and thirty-two (20,108,632) ordinary shares of class B2 out of a total of twenty million eight hundred and thirty-nine thousand four hundred and two (20,839,402) ordinary shares of class B2 are represented at the present meeting so that the present meeting is regularly constituted, is quorate and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. Reduction of the issued share capital of the compartment IDI EM I of the Company by an amount of four million four hundred and twenty-nine thousand two hundred and six Euro and eighty-one cents (EUR 4,429,206.81) so as to bring it from its current amount of eighty-three million six hundred and sixty-two thousand seven hundred and ninety-five Euro and thirty cents (EUR 83,662,795.30) to an amount of seventy-nine million two hundred and thirty-three thousand five hundred and eighty-eight Euro and forty-nine cents (EUR 79,233,588.49) by the reduction of the nominal value of the A1 and B1 ordinary shares of the Compartment IDI EM I from their current amount of one Euro and seventy cents (EUR 1.70) to one Euro and sixty-one cents (EUR 1.61), allocation of the amount of reduction to the shareholders holding B1 shares by means of reimbursement in cash, proportionally to their contribution for an amount of four million four hundred and eighteen thousand one hundred and eighty-one Euro and eighty-one cents (EUR 4,418,181.81) and allocation of the amount of reduction to the shareholders holding A1 shares by means of reimbursement in cash, proportionally to their contribution for an amount of eleven thousand twenty-five Euro (EUR 11,025.00), in both cases effective after a period of thirty (30) days following the publication of the present deed with the Mémorial.

2. Reduction of the issued share capital of the compartment IDI EM II of the Company by an amount of six million six hundred and eighty-six thousand five hundred and seventy-seven Euro and sixty cents (EUR 6,686,577.60) so as to bring it from its current amount of forty million seven hundred and forty-six thousand three hundred and thirty-two Euro and twenty-five cents (EUR 40,746,332.25) to an amount of thirty-four million fifty-nine thousand seven hundred and fifty-four Euro and sixty-five cents (EUR 34,059,754.65) by the reduction of the nominal value of the A2 and B2 ordinary shares of the Compartment IDI EM II from their current amount of one Euro and ninety-five cents (EUR 1.95) to one Euro and sixty-three cents (EUR 1.63), exemption, effective after a period of thirty (30) days following the publication of the present deed with the Mémorial, granted to the shareholders holding B2 shares to pay up the subscribed and unpaid amount of the B2 shares for an amount of six million six hundred and sixty-eight thousand six hundred and eight Euro and sixty-four cents (EUR 6,668,608.64) and allocation of the amount of reduction to the shareholders holding A2 shares by means of reimbursement in cash, proportionally to their contribution for an amount of seventeen thousand nine hundred and sixty-eight Euro and ninety-six cents (EUR 17,968.96), effective after a period of thirty (30) days following the publication of the present deed with the Mémorial.

3. Subsequent modification of article 5 of the articles of association of the Company so that it reads as follows:

" Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed share capital may be represented by ordinary shares in registered form of class A1 of a nominal value of one Euro and sixty-one cents (EUR 1.61) each (the Ordinary Shares of Class A1), by ordinary shares in registered form of class A2 of a nominal value of one Euro and sixty-three cents (EUR 1.63) each (the Ordinary Shares of Class A2), by ordinary shares in registered form of Class B1 of a nominal value of one Euro and sixty-one cents (EUR 1.61) each (the Ordinary Shares of Class B1) and by ordinary shares in registered form of Class B2 of a nominal value of one Euro and sixty-three cents (EUR 1.63) each (the Ordinary Shares of Class B2). The Ordinary Shares of Class A1, the Ordinary Shares of Class A2, the Ordinary Shares of Class B1 and the Ordinary Shares of Class B2 shall be referred to collectively as the shares.

The classes A and B of shares are sub-divided into different categories, the number of each category indicating to which Compartment the category of shares relates.

The subscribed share capital is fixed at one hundred and thirteen million two hundred and ninety-three thousand three hundred and forty-three Euro and fourteen cents (EUR 113,293,343.14) represented by one hundred and twenty-two thousand five hundred (122,500) Ordinary Shares of Class A1 in registered form of a nominal value of one Euro and sixty-one cents (EUR 1.61) each, for an amount of one hundred and ninety-seven thousand two hundred and twenty-five Euro (EUR 197,225.00), by forty-nine million ninety thousand nine hundred and nine (49,090,909) Ordinary Shares of Class B1 in registered form of a nominal value of one Euro and sixty-one cents (EUR 1.61) each, for an amount of seventy-nine million thirty-six thousand three hundred and sixty-three Euro and forty-nine cents (EUR 79,036,363.49), by fifty-six thousand one hundred and fifty-three (56,153) Ordinary Shares of Class A2 in registered form of a nominal value of one Euro and sixty-three cents (EUR 1.63) each for an amount of ninety-one thousand five hundred and twenty-nine Euro and thirty-nine cents (EUR 91,529.39), and by twenty million eight hundred and thirty-nine thousand four hundred and two (20,839,402) Ordinary Shares of Class B2 in registered form of a nominal value of one Euro and sixty three cents (EUR 1.63) each, for an amount of thirty-three million nine hundred and sixty-eight thousand two hundred and twenty-five Euro and twenty-six cents (EUR 33,968,225.26).

The Ordinary Shares of Class B may be only partly paid up by an amount of at least one quarter of their nominal value in accordance with the applicable law. In any event, the Ordinary Shares of Class B1 must be paid up in full by 30 June 2018 and the Ordinary Shares of Class B2 must be paid up in full by 21 July 2020. In case of an issue of Ordinary Shares of Class B of a further category, the Management Board shall determine the date on which they must be paid up.

5.2 In the case of an increase in the share capital, the holders of the shares shall have a pro rata preferential subscription right with respect to any issue of shares of the same class and of the same category only, unless the relevant shareholders waive their preferential subscription rights.

5.3 The Management Board is authorised and empowered to increase the current share capital by up to five hundred and seventy-seven million two hundred and eleven thousand one hundred and sixty-five Euro seventy cents (EUR 577,211,165.70) represented by two million nine hundred and eighty eight thousand seven hundred and nineteen (2,988,719) Ordinary Shares of Class A and two hundred and ninety-three million seventeen thousand seven (293,017,007) Ordinary Shares of Class B each of the category and with a par value that the Management Board shall determine, in whole or in part from time to time, within a period starting as of 22 July 2010 and expiring on 21 July 2015 by way of contributions in cash.

The Ordinary Shares of Class A and/or B to be issued under the authorised capital may only be subscribed for and paid up in cash. The Management Board is authorised to determine the conditions attaching to any subscription of the Ordinary Shares of Class A and/or B. As a consequence, the Management Board is authorised and empowered to:

(a) implement a capital increase by issuing from time to time new Ordinary Shares of Class A and/or B, of the category and par-value it will determine, to be subscribed for and paid up in cash;

(b) fix the place and the date of the issue or the successive issues of the Ordinary Shares of Class A and/or B, the par-value, the issue price, with or without a premium, the date from which the Ordinary Shares of Class A and/or B shall bear dividend and the other terms and conditions of subscription and payment of the Ordinary Shares of Class A and/or B, including the amount to be paid on each Ordinary Share of Class B, i.e. whether the Ordinary Shares of Class B shall be fully paid up or not (for the avoidance of doubt, the Ordinary Shares of Class B may be paid-up to the extent of one-fourth of their nominal value in accordance with applicable law);

(c) waive or limit, to the extent required by law, the preferential subscription right of the holders of other shares when proceeding to the issue of Ordinary Shares of Class A and/or B; and

(d) waive or limit the preferential subscription right of the holders of Ordinary Shares of Class A and/or B when proceeding to further issues of Ordinary Shares of Class A and/or B.

Each time the Management Board shall act to render effective an increase of capital, within the authorised capital, this Article 5 shall be amended so as to reflect the result of such action, and in particular the increase of the subscribed capital and the corresponding reduction of the number of Ordinary Shares of Class A and/or B that may be issued under the authorised capital.

The Management Board shall take or authorise any person to take any necessary steps for the purpose of obtaining execution and publication of such amendment including the recording of such increase and the consequential amendments of the Articles before a notary."

After the foregoing was approved by the general meeting, the following resolutions were adopted by unanimous decision:

First resolution

It was unanimously resolved to reduce the issued share capital of the compartment IDI EM I of the Company by an amount of four million four hundred and twenty-nine thousand two hundred and six Euro and eighty-one cents (EUR 4,429,206.81) so as to bring it from its current amount of eighty-three million six hundred and sixty-two thousand seven hundred and ninety-five Euro and thirty cents (EUR 83,662,795.30) to an amount of seventy-nine million two hundred and thirty-three thousand five hundred and eighty-eight Euro and forty-nine cents (EUR 79,233,588.49) by the reduction of the nominal value of the A1 and B1 ordinary shares of the Compartment IDI EM I from their current amount of one Euro and seventy cents (EUR 1.70) to one Euro and sixty-one cents (EUR 1.61).

Second resolution

It was unanimously resolved to repay in cash to the shareholders holding B1 shares proportionally to their contribution the amount of four million four hundred and eighteen thousand one hundred and eighty-one Euro and eighty-one cents (EUR 4,418,181.81) and to the shareholders holding A1 shares proportionally to their contribution the amount of eleven thousand twenty-five Euro (EUR 11,025.00), such repayments to be effective only thirty days after the publication of the present deed with the Mémorial.

Third resolution

It was unanimously resolved to reduce the issued share capital of the compartment IDI EM II of the Company by an amount of six million six hundred and eighty-six thousand five hundred and seventy-seven Euro and sixty cents (EUR 6,686,577.60) so as to bring it from its current amount of forty million seven hundred and forty-six thousand three hundred and thirty-two Euro and twenty-five cents (EUR 40,746,332.25) to an amount of thirty-four million fifty-nine thousand seven hundred and fifty-four Euro and sixty-five cents (EUR 34,059,754.65) by the reduction of the nominal value of the A2 and B2 ordinary shares of the Compartment IDI EM II from their current amount of one Euro and ninety-five cents (EUR 1.95) to one Euro and sixty-three cents (EUR 1.63).

As a result thereof and of the first resolution herein, the issued share capital of the Company is reduced from its current amount of one hundred and twenty-four million four hundred and nine thousand one hundred and twenty-seven Euro and fifty-five cents (EUR 124,409,127.55) to an amount of one hundred and thirteen million two hundred and ninety-three thousand three hundred and forty-three Euro and fourteen cents (EUR 113,293,343.14).

Fourth resolution

It was unanimously resolved to exempt the shareholders holding B2 shares to pay up the subscribed and unpaid amount of the B2 shares for an amount of six million six hundred and sixty-eight thousand six hundred and eight Euro and sixty-four cents (EUR 6,668,608.64), such exemption to be effective only after a period of thirty (30) days following the publication of the present deed with the Mémorial.

Fifth resolution

It was unanimously resolved to repay in cash to the shareholders holding A2 shares proportionally to their contribution the amount of seventeen thousand nine hundred and sixty-eight Euro and ninety-six cents (EUR 17,968.96), such repayment to be effective only thirty days after the publication of the present deed with the Mémorial.

Sixth resolution

As a result of the resolutions hereabove, it was unanimously resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company as set forth in the agenda.

The items of the agenda having been resolved upon, the meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 3,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day aforementioned.

After reading this deed the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-septième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de IDI Emerging Markets S.A. (la «Société»), une société anonyme - société de titrisation ayant son siège social au 11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 139.111, constituée le 28 mai 2008 suivant acte reçu de Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1564 du 25 juin 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 13 décembre 2012 suivant acte reçu du notaire soussigné, publié au Mémorial numéro 3071 du 21 décembre 2011.

L'assemblée a été présidée par Peter Bieliczky, membre du directoire, demeurant à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur M. Julien Kinic, président du directoire, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ayant donc été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires représentés ainsi que le nombre et la catégorie d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence signée par le(s) mandataire(s), le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte afin d'être soumises aux formalités de l'enregistrement. Toutes les actions étant nominatives, les actionnaires ont été convoqués par courriers recommandés du 8 avril 2013.

II. Il appert de la liste de présence que cent vingt-deux mille cinq cents (122.500) actions ordinaires de catégorie A1 sur un total de cent vingt-deux mille cinq cents (122.500) actions ordinaires de catégorie A1, cinquante-six mille cent cinquante-trois (56.153) actions ordinaires de catégorie A2 sur un total de cinquante-six mille cent cinquante-trois (56.153) actions ordinaires de catégorie A2, quarante huit millions huit cent soixante-trois mille six-cent trente-six (48,863,636) actions ordinaires de catégorie B1 sur un total de quarante-neuf millions quatre-vingt-dix mille neuf cent neuf (49.090.909) actions ordinaires de catégorie B1, et vingt millions cent huit mille six cent trente-deux (20,108,632) actions ordinaires de catégorie B2 sur un total de vingt millions huit cent trente-neuf mille quatre cent deux (20.839.402) actions ordinaires de catégorie B2 sont représentées à la présente assemblée, permettant ainsi à la présente assemblée d'être régulièrement constituée, de réunir le quorum requis et de pouvoir statuer valablement sur les points portés à l'ordre du jour:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social émis actuel du compartiment IDI EMI de la Société d'un montant de quatre millions quatre cent vingt-neuf mille deux cent six euros et quatre-vingt-un cents (EUR 4.429.206,81) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-trois millions six-cent soixante-deux mille sept-cent quatre-vingt-quinze euros et trente cents (EUR 83.662.795,30) à un montant de soixante-dix-neuf millions deux cent trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quarante-neuf cents (EUR 79.233.588,49) par la réduction de la valeur nominale des actions A1 et B1 du

compartiment IDI EM I d'un montant d'un euro et soixante-dix cents (EUR 1,70) à un euro soixante et un cents (EUR 1,61), allocation du montant de la réduction revenant aux actionnaires B1 par remboursement en numéraire de leur apport à hauteur de quatre millions quatre cent dix-huit mille cent quatre-vingt-un euros et quatre-vingt-un cents (EUR 4.418.181,81) et allocation du montant de la réduction revenant aux actionnaires A1 par remboursement en numéraire de leur apport à hauteur de onze mille vingt-cinq euros (EUR 11.025,00) dans les deux cas, à compter d'un délai de trente (30) jours suivant la publication de l'acte de Réduction de Capital au Mémorial.

2. Réduction du capital social émis actuel du compartiment IDI EM II de la Société d'un montant de six millions six cent quatre-vingt-six mille cinq cent soixante-dix-sept euros et soixante cents (EUR 6.686.577,60) afin de le porter de son montant actuel de quarante millions sept cent quarante-six mille trois cent trente-deux euros et vingt-cinq cents (EUR 40.746.332,25) à un montant de trente-quatre millions cinquante-neuf mille sept cent cinquante-quatre euros et soixante-cinq cents (EUR 34.059.754,65) par la réduction de la valeur nominale des actions A2 et B2 du compartiment IDI EM II d'un montant d'un euro et quatre vint quinze cents (EUR 1,95) à un euro et soixante-trois cents (EUR 1,63), dispense, effective à compter d'un délai de trente (30) jours suivant la publication de l'acte de Réduction de Capital au Mémorial, des actionnaires ayant souscrit des actions B2 de libérer le montant souscrit et non libéré des actions B2 à hauteur de six millions six cent soixante-huit mille six cent huit euros et soixante-quatre cents (EUR 6.668.608,64) et allocation du montant de la réduction revenant aux actionnaires A2 par remboursement en numéraire de leur apport à hauteur de dix-sept mille neuf cent soixante-huit euros et quatre-vingt-seize cents (EUR 17.968,96), à compter d'un délai de trente (30) jours suivant la publication de l'acte de Réduction de Capital au Mémorial.

3. Modification en conséquence de l'article 5 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.**

5.1 Le capital social souscrit peut être représenté par des actions ordinaires sous forme nominative de catégorie A1 d'une valeur nominale d'un euro et soixante et un cents (EUR 1,61) chacune (les Actions Ordinaires de Catégorie A1), par des actions ordinaires sous forme nominative de catégorie A2 d'une valeur nominale d'un euro et soixante-trois cents (EUR 1,63) chacune (les Actions Ordinaires de Catégorie A2), par des actions ordinaires sous forme nominative de catégorie B1 d'une valeur nominale d'un euro et soixante et un cents (EUR 1,61) chacune (les Actions Ordinaires de Catégorie B1), et par des actions ordinaires sous forme nominative de catégorie B2 d'une valeur nominale d'un euro et soixante-trois cents (EUR 1,63) chacune (les Actions Ordinaires de Catégorie B2). Les Actions Ordinaires de Catégorie A1, les Actions Ordinaires de Catégorie A2, les Actions Ordinaires de Catégorie B1, et les Actions Ordinaires de Catégorie B2 sont collectivement désignées comme les actions. Les catégories d'actions A et B sont sous-divisées en différentes sous-catégories, le numéro de chaque sous-catégorie indiquant à quel Compartiment se rapporte la sous-catégorie d'actions.

Le capital social souscrit est fixé à cent treize millions deux cent quatre-vingt-treize mille trois cent quarante-trois euros et quatorze cents (EUR 113.293.343,14) représenté par cent vingt-deux mille cinq cents (122.500) Actions Ordinaires de Catégorie A1 sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro et soixante et un cents (EUR 1,61) chacune, pour un montant de cent quatre-vingt-dix-sept mille deux cent vingt-cinq euros (EUR 197.225,00), par quarante-neuf millions quatre-vingt-dix mille neuf cent neuf (49.090.909) Actions Ordinaires de Catégorie B1 sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro et soixante et un cents (EUR 1,61) chacune, pour un montant de soixante-dix-neuf millions trente-six mille trois cent soixante-trois euros et quarante-neuf cents (EUR 79.036.363,49), par cinquante-six mille cent cinquante-trois (56.153) Actions Ordinaires de Catégorie A2 sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro et soixante-trois cents (EUR 1,63) chacune, pour un montant de quatre-vingt-onze mille cinq cent vingt-neuf euros et trente-neuf cents (EUR 91.529,39), et par vingt millions huit cent trente-neuf mille quatre cent deux (20.839.402) Actions Ordinaires de Catégories B2 sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro et soixante-trois cents (EUR 1,63) chacune, pour un montant de trente-trois millions neuf cent soixante-huit mille deux cent vingt-cinq euros et vingt-six cents (EUR 33.968.225,26).

Les Actions Ordinaires de Catégorie B peuvent être seulement partiellement libérées d'un montant d'au moins un quart de leur valeur nominale conformément au droit applicable. En toutes hypothèses, les Actions Ordinaires de Catégorie B1 devront être entièrement libérées au 30 juin 2018 et les Actions Ordinaires de Catégories B2 doivent être entièrement libérées au 21 juillet 2020. En cas d'émission d'Actions Ordinaires de Catégorie B d'une sous-catégorie additionnelle, le Directoire déterminera la date à laquelle elles devront être libérées.

5.2 En cas d'augmentation de capital, les actionnaires détenant des actions bénéficient au pro rata d'un droit préférentiel de souscription relatif aux émissions d'actions de la même catégorie et sous-catégorie seulement, à moins que les actionnaires en question ne renoncent à leurs droits préférentiels de souscription.

5.3 Le Directoire a le pouvoir d'augmenter le capital social actuel d'un montant de cinq cent soixante-dix-sept millions deux cent onze mille cent soixante-cinq euros et soixante-dix cents (EUR 577.211.165,70) représenté par deux millions neuf cent quatre-vingt-huit mille sept cent dix-neuf (2.988.719) Actions Ordinaires de Catégories A et deux cent quatre-vingt-treize millions dix-sept mille et sept (293.017.007) Actions Ordinaires de Catégorie B chacune de la sous-catégorie et d'une valeur nominale que le Directoire déterminera, en une ou plusieurs fois, au cours d'une période débutant au 22 juillet 2010 et expirant le 21 juillet 2015 par apports en numéraire.

Les Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B qui peuvent être émises en vertu du capital autorisé ne peuvent être souscrites et libérées que par apports en numéraire. Le Directoire est autorisé à déterminer les conditions se rattachant à toute souscription d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B. Par conséquent, le Directoire a le pouvoir de:

(a) réaliser une augmentation de capital en émettant, en une ou plusieurs fois, de nouvelles Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B, dont il détermine la sous-catégorie et la valeur nominale, à souscrire et libérer par apports en numéraire;

(b) déterminer le lieu et la date d'émission ou des émissions successives des Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B, la valeur nominale, le prix d'émission, avec ou sans prime, la date à partir de laquelle les actions donneront droit à des dividendes et les autres conditions et modalités de la souscription et du paiement des Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B, y compris le montant à payer pour chacune des Actions Ordinaires de Catégorie B, c'est-à-dire si les Actions Ordinaires de Catégorie B sont entièrement libérées ou non (pour écarter tout doute, les Actions Ordinaires de Catégorie B pourront être libérées à hauteur d'un quart de leur valeur nominale conformément au droit applicable);

(c) supprimer ou limiter, dans la mesure requise par la loi, le droit préférentiel de souscription des détenteurs d'autres actions lors de l'émission d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B; et

(d) supprimer ou limiter, le droit préférentiel de souscription des détenteurs d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B lors de futures émissions d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B.

Chaque fois que le Directoire agira pour rendre effective l'augmentation de capital, dans le cadre du capital autorisé, le présent article 5 sera modifié de façon à refléter le résultat d'une telle action, en particulier l'augmentation du capital souscrit et la réduction correspondante du nombre d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B pouvant être émises au titre du capital autorisé. Le Directoire devra prendre, ou bien donner mandat à toute personne de prendre, toutes les actions nécessaires à la réalisation et la publication d'une telle modification, y inclus la constatation de l'augmentation de capital et les modifications des Statuts qui s'en suivent devant un notaire.»

Après avoir approuvé ce qui précède, l'assemblée générale a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité de réduire le capital social émis actuel du compartiment IDI EM I de la Société d'un montant de quatre millions quatre cent vingt-neuf mille deux cent six euros et quatre-vingt-un cents (EUR 4.429.206,81) afin de le porter de son montant actuel de quatre-vingt-trois millions six-cent soixante-deux mille sept-cent quatre-vingt-quinze euros et trente cents (EUR 83.662.795,30) à un montant de soixante-dix-neuf millions deux cent trente-trois mille cinq cent quatre-vingt-huit euros et quarante-neuf cents (EUR 79.233.588,49) par la réduction de la valeur nominale des actions A1 et B1 du compartiment IDI EM I d'un montant d'un euro et soixante-dix cents (EUR 1,70) à un euro soixante et un cents (EUR 1,61).

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité de rembourser en numéraire les actionnaires porteurs d'actions de catégorie B1 du montant de quatre millions quatre cent dix-huit mille cent quatre-vingt-un euros et quatre-vingt-un cents (EUR 4.418.181,81) et les actionnaires porteurs d'actions de catégorie A1 du montant de onze mille vingt-cinq euros (EUR 11.025), dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent acte au Mémorial.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité de réduire le capital social émis actuel du compartiment IDI EM II de la Société d'un montant de six millions six cent quatre-vingt-six mille cinq cent soixante-dix-sept euros et soixante cents (EUR 6.686.577,60) afin de le porter de son montant actuel de quarante millions sept cent quarante-six mille trois cent trente-deux euros et vingt-cinq cents (EUR 40.746.332,25) à un montant de trente-quatre millions cinquante-neuf mille sept cent cinquante-quatre euros et soixante-cinq cents (EUR 34.059.754,65) par la réduction de la valeur nominale des actions A2 et B2 du compartiment IDI EM II d'un montant d'un euro et quatre vint quinze cents (EUR 1,95) à un euro et soixante-trois cents (EUR 1,63).

Par conséquent et à la suite de la première résolution ci-dessus, le capital social émis de la Société est réduit de son montant actuel de cent vingt-quatre millions quatre cent neuf mille cent vingt-sept euros et cinquante-cinq cents (124.409.127,55 EUR) à un montant de cent treize millions deux cent quatre-vingt-treize mille trois cent quarante-trois euros et quatorze cents (EUR 113.293.343,14).

Quatrième résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité de dispenser les actionnaires porteurs d'actions de catégorie B2 de libérer le montant souscrit et non libéré des actions de catégorie B2 à hauteur de six millions six cent soixante-huit mille six cent huit euros et soixante-quatre cents (EUR 6.668.608,64), cette dispense étant effective à compter d'un délai de trente (30) jours suivant la publication du présent acte au Mémorial.

Cinquième résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité de rembourser en numéraire les actionnaires porteurs d'actions de catégorie A2 du montant de dix-sept mille neuf cent soixante-huit euros et quatre-vingt-seize cents (EUR 17.968,96) dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent acte au Mémorial.

Sixième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'assemblée a décidé à l'unanimité de modifier l'article 5 des statuts de la Société tel qu'énoncé dans l'ordre du jour. Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, sont estimés à EUR 3.000,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des parties aux présentes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte, les membres du bureau et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: P. BIELICZKY, J. KINIC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 avril 2013. Relation: LAC/2013/18042. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013052727/333.

(130064933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Global Invest Corp, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.648.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le quatre février

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Bernard ZIMMER, demeurant professionnellement au Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Monsieur Jean-Pierre BUONO, administrateur de sociétés, né le 06 mars 1969 à Saint-Amand-Les-Eaux, demeurant à 18 rue des Chapeliers, B-7500 TOURNAI, en vertu d'une procurations sous seing privé donnée le 31 janvier 2013.

Laquelle procuration, après avoir été paraphées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «GLOBAL INVEST CORP».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet le négoce, courtage, assistance, marketing, management ainsi que toutes prestations de services dans le domaine commercial, industriel, assurance, toutes activités de marketing.

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement. La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 5. Le capital social est fixé à cent vingt mille euros (120.000,- EUR) divisé en mille (1.000) parts d'une valeur nominale de cent vingt euros (120,- EUR) chacune.

Art. 6. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de l'année prochaine.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés. A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants pourront, sous leur responsabilité, se faire représenter pour les opérations courantes de la gestion journalière par un directeur, fondé de pouvoirs ou autre mandataire spécial, dont les pouvoirs seront fixés par l'acte de nomination.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution du mandat.

Art. 11. Le décès, l'incapacité ou la faillite de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société. Les héritiers, légataires et ayants cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année au 31 décembre il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales.
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés ou à défaut d'une décision, par le ou les gérants en fonction.

Art. 14. Les associés pourront apporter aux présents statuts telles modifications qu'ils jugeront utiles. Les décisions seront prises aux majorités prévues par la Loi.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Dispositions transitoires:

- 1.- Le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2014.

Intervention - Souscription et Libération

Intervient le comparant, représenté par M. Bernard ZIMMER, prénommé, en vertu d'une procuration susmentionnée, lequel a déclaré souscrire les mille parts sociales (1.000) et les libérer intégralement moyennant apport en nature de deux mille sept cents (2.700) parts sociales de la société à responsabilité limitée «GROUPE BUONO INVESTISSEMENT», une société de droit français ayant un capital social de vingt-sept mille euros (27.000,- EUR), représentée par deux mille sept cents (2.700) parts sociales, ayant son siège social à F-59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX (France), 652 Chemin des Hamaides, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Valenciennes sous le numéro 505 514 787.

Les deux mille sept cents (2.700) parts sociales de la société à responsabilité limitée «GROUPE BUONO INVESTISSEMENT», prénommée, ont été évaluées au total à cent vingt mille euros (120.000,- EUR).

Les transferts à la Société des actions de la société à responsabilité limitée «GROUPE BUONO INVESTISSEMENT», prénommée, seront inscrites dans le registre des associés de la Société immédiatement après la signature des présentes.

Apport en nature:

Cet apport en nature a fait l'objet d'un rapport descriptif établi par «ARTEMIS AUDIT & ADVISORY S.à r.l.» ayant son siège social au L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal (RCS Luxembourg B 166.176) dûment signée par Mme Someya QALAM, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg, le 4 février 2013 conformément aux stipulations des articles 26-1 et 32-1(5) de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée et qui conclut de la manière suivante:

«Conclusions

Sur bases de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport, après avoir été paraphé «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant restera annexé au présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

Toutes les parts sociales ont été libérées par apport en nature d'un montant total de cent vingt mille euros (120.000,- EUR) de sorte que la somme de cent vingt mille euros (120.000,-EUR) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de ...

Décisions de l'associé unique.

Et ensuite l'associé unique, représenté comme ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-2449 Luxembourg, 25A Boulevard Royal.

2. Sont nommés gérant pour une durée indéterminée:

- M. Jean-Pierre BUONO, prénommé, né le 06 mars 1969 à Saint-Amand-Les-Eaux, demeurant à 18 rue des Chapeliers, B-7500 TOURNAI;

- M. Bernard ZIMMER, administrateur de sociétés, né le 25 octobre 1952 à Kinshasa, demeurant professionnellement L-2449 Luxembourg, 25A Boulevard Royal.

3. La société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des gérants, avec pouvoir de délégation réciproque.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: B. ZIMMER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 06/02/2013. Relation: LAC/2013/5753. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME.

Luxembourg, le 5 mars 2013.

Référence de publication: 2013031714/133.

(130038595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Alcantra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8833 Wolwelange, 10, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 96.044.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le vingt-deux février.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Madame Maria Teresa PERES DE MELO DE JESUS, ouvrière, née à Carnaxide/Oeiras (Portugal), le 29 décembre 1957, demeurant à L-8833 Wolwelange, 10, rue de l'Eglise,

ici représentée par Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit ses déclarations et constatations:

a) Que la société à responsabilité limitée "ALCANTRA S.à r.l.", (ci-après la "Société"), établie et ayant son siège social à L-8833 Wolwelange, 10, rue de l'Eglise, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 96044, a été constituée suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 septembre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1110 du 24 octobre 2003,

et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange, en date du 17 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2391 du 8 novembre 2010;

b) Que le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune, entièrement libérées;

c) Que la comparante est seule propriétaire de toutes les parts sociales de la Société (l'"Associée Unique");

d) Que l'activité de la Société ayant cessé, l'Associée Unique prononce, avec effet immédiat, la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

e) Que l'Associée Unique se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

f) Qu'en sa capacité de liquidateur de la Société, l'Associée Unique requiert le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réglé tout le passif de la Société ou l'avoir dûment provisionné et avoir transféré tous les actifs à son profit;

g) Que l'Associée Unique est investie de tous les éléments actifs de la Société et déclare reprendre de manière irrévocable tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour;

h) Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

i) Que décharge pleine et entière est accordée à la gérante de la Société pour l'exécution de son mandat;

j) Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social de la Société à L-8833 Wolwelange, 110, rue de l'Eglise;

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société "ALCANTRA S.à r.l."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cents euros et la comparante, en tant qu'associée unique, s'y engage personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 février 2013. LAC/2013/8719. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013031543/56.

(130038440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

COBRA Automotive Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 41.135.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013036234/10.

(130044959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Diversified Dynamic Strategies, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 132.416.

Les comptes annuels au 30. September 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Diversified Dynamic Strategies
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013036243/12.

(130044803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Pestana Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 17.673.

Extrait des résolutions adoptées par le Conseil d'Administration tenue en date du 07 mars 2013:

1. la démission de l'Administrateur:

- Vanessa MOLLOY, avec adresse à 56, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg a été acceptée avec effet au 7 mars 2013;

2. la nomination de l'Administrateur:

- Chiara DECEGLIE, avec adresse à 56, Rue Charles Martel L - 2134 Luxembourg, a été acceptée avec effet au 7 MARS 2013 et ce, pour une période se terminant à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013036481/17.

(130044353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

Dionysos Art Fund S.A., SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 146.997.

Je soussignée, Federica Gasparrini, administrateur dans Dionysos Art Fund S.A., SICAV-SIF, donne ma démission avec effet immédiat aux actionnaires Dionysos Art Fund S.A., SICAV-SIF.

Siena, le 17 janvier 2013.

Federica Gasparrini.

Référence de publication: 2013036258/11.

(130044910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.
